



**La Banque Toronto-Dominion**

**NOTICE ANNUELLE**

Le 2 décembre 2015

## Documents intégrés par renvoi

Des parties de la présente notice annuelle (la « notice annuelle ») sont présentées dans les états financiers annuels consolidés (les « états financiers annuels ») et le rapport de gestion de la Banque (au sens des présentes) pour l'exercice terminé le 31 octobre 2015 (le « rapport de gestion 2015 ») et sont intégrées par renvoi à la présente notice annuelle.

	Pages de renvoi	Pages intégrées par renvoi	
	Notice annuelle	Etats financiers annuels	Rapport de gestion 2015
<b>STRUCTURE DE L'ENTREPRISE</b>			
Dénomination sociale, adresse et constitution .....	4		
Liens intersociétés .....	4		
<b>DEVELOPPEMENT GENERAL DE L'ACTIVITE</b>			
Historique des trois derniers exercices.....	4		5, 10-32
<b>DESCRIPTION DES ACTIVITES</b>			
Revue des activités, y compris les placements à l'étranger .....		4-8	16-32
Participation dans TD Ameritrade.....		58	27, 62, 103
Concurrence.....			65
Actifs incorporels.....		18, 21, 60-61	
Nombre moyen d'employés .....	6		
Prêt .....			36-50, 72-78
Politiques sociale et environnementale .....			102
Facteurs de risque .....	6		62-103
<b>STRUCTURE DU CAPITAL</b>			
Actions ordinaires.....	6	65-67	
Actions privilégiées .....	6	65-68	
Restrictions.....	7		
Notations .....	8		
<b>MARCHE POUR LA NEGOCIATION DES TITRES DE LA BANQUE</b>			
Inscriptions sur les marchés .....	10		
Cours et volume des opérations .....	11		
Placements antérieurs .....	13		
<b>DIVIDENDES</b>			
Dividendes par action de la Banque (fin de l'exercice le 31 octobre).....	14		
Dividendes de TD Ameritrade (fin de l'exercice le 30 septembre).....	15		
Restrictions et politique en matière de dividendes de La Banque Toronto-Dominion .....		67	54
<b>ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION</b>			
Administrateurs et comités du conseil de la Banque .....	15		
Comité d'audit .....	20		
Renseignements supplémentaires au sujet du comité d'audit et de l'auditeur nommé par les actionnaires .....	21		
Membres de la haute direction de la Banque.....	22		
Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction .....	23		
Information supplémentaire relative aux administrateurs et membres de la haute direction .....	23		
Politiques d'approbation préalable et honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires .....	24		
<b>POURSUITES ET MESURES REGLEMENTAIRES</b>			
Poursuites .....	25		
Mesures réglementaires .....	25		
<b>MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES</b>			
.....	26		
<b>AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGES DE LA TENUE DES REGISTRES</b>			
Agent des transferts .....	26		
Co-agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres.....	26		
INTERETS DES EXPERTS .....	27		
RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES.....	27		
ANNEXE A – Liens intersociétés			
ANNEXE B – Charte du comité d'audit			

À moins d'indication contraire, la présente notice annuelle donne des renseignements à jour au 31 octobre 2015.

## Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, y compris dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion 2015 ») à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2016 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que les attentes en matière de rendement financier pour la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique, financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, individuellement ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque lié aux actions, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, opérationnel (y compris les risques liés à la technologie et aux infrastructures), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des capitaux propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque de mener à terme ses principales priorités, y compris la réalisation d'acquisitions et l'exécution de plans de maintien des activités et stratégiques, et à recruter, à former et à fidéliser des membres clés de la direction; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude ou autre comportement criminel auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou les membres de son groupe, y compris relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et nouveaux règlements, y compris les lois fiscales, les lignes directrices en matière de suffisance des fonds propres fondée sur les risques et les directives réglementaires en matière de liquidités, ainsi que de la modification et de l'application des lois et règlements en vigueur; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; l'intensification de la concurrence, y compris au moyen de services bancaires en ligne et mobiles et des concurrents non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt; l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité du marché causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les principales estimations comptables et les changements aux normes, conventions et méthodes comptables qu'utilise la Banque; les crises de l'endettement existantes et éventuelles à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2015, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à l'une ou l'autre des transactions ou à l'un ou l'autre des événements dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web [www.td.com](http://www.td.com). Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et la Banque avise les lecteurs de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2015 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », telles qu'elles seront mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

## **STRUCTURE DE L'ENTREPRISE**

### **Dénomination sociale, adresse et constitution**

La Banque Toronto-Dominion (la « Banque » ou « TD ») et ses filiales sont collectivement connues sous la dénomination de « Groupe Banque TD ». La Banque, banque à charte de l'annexe 1 sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »), a été constituée le 1<sup>er</sup> février 1955 par suite de la fusion de The Bank of Toronto (constituée en 1855) et de The Dominion Bank (constituée en 1869). Le siège social de la Banque est situé au Toronto-Dominion Centre, King Street West et Bay Street, Toronto (Ontario) M5K 1A2.

### **Liens intersociétés**

L'information relative aux liens intersociétés entre la Banque et ses principales filiales se trouve à l'appendice A de la présente notice annuelle.

## **DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ**

### **Historique des trois derniers exercices**

Au 31 octobre 2015, TD était la deuxième banque canadienne en importance selon la capitalisation boursière. Groupe Banque TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et sert plus de 24 millions de clients dans des centres financiers partout dans le monde dans trois principaux secteurs d'exploitation : Activités de détail au Canada, incluant TD Canada Trust, Financement auto TD Canada, Gestion de Patrimoine TD, Placements directs TD et TD Assurance; Activités de détail aux États-Unis, incluant TD Bank, America's Most Convenient Bank<sup>®</sup>, TD Auto Finance U.S. TD Wealth (U.S.) et une participation dans TD Ameritrade; et Services bancaires de gros, incluant Valeurs Mobilières TD. TD se classe également parmi les plus importantes sociétés de services financiers en ligne du monde et compte environ 10,2 millions de clients en ligne et mobiles. Le 31 octobre 2015, l'actif de TD atteignait 1,1 billion de dollars CA. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto et à la cote de la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

Pour de plus amples renseignements sur les secteurs d'exploitation de TD, voir les descriptions faites ci-après et aux pages 16 à 32 du rapport de gestion 2015.

#### *Développement de l'activité canadienne*

Le 5 août 2013, la Banque a mené à terme l'acquisition de la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de commerçants de Services aux détaillants HSBC Limitée, filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings PLC.

Le 12 novembre 2013, TD Waterhouse Canada Inc., filiale de la Banque, a mené à terme la vente de l'entreprise de services institutionnels de la Banque, connue sous la dénomination Services institutionnels TD Waterhouse, à une filiale de Banque Nationale du Canada.

Le 27 décembre 2013, la Banque, Aimia Inc. (« Aimia ») et Banque Canadienne Impériale de Commerce (« CIBC ») ont conclu une opération aux termes de laquelle la Banque a fait l'acquisition d'environ 50 % du portefeuille existant de cartes de crédit Aéroplan de la CIBC, qui se composait essentiellement de comptes que détiennent des clients qui n'étaient pas des clients des services bancaires au public existants de la CIBC. La Banque est devenue le principal émetteur de cartes de crédit Aéroplan, un programme de fidélisation détenu par Aimia, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### *Développement de TD Bank, America's Most Convenient Bank<sup>®</sup>*

TD Bank, N.A., exploitée sous la dénomination TD Bank, America's Most Convenient Bank<sup>®</sup>, est l'une des dix plus importantes banques aux États-Unis. Elle offre à ses clients une gamme complète de produits et services financiers par l'intermédiaire d'un réseau de plus de 1 300 succursales pratiques du Maine jusqu'à la Floride. TD Bank, N.A. est une filiale en propriété exclusive de la Banque.

Le 13 mars 2013, la Banque, par l'entremise de sa filiale TD Bank USA, N.A., a fait l'acquisition de la quasi-totalité des portefeuilles de cartes de crédit Visa et de cartes de crédit de marque privée de Target Corporation (« Target »), dont le solde en cours s'élève à 5,8 milliards de dollars. TD Bank USA, N.A. a aussi conclu une entente s'étalant sur une période de sept ans dans le cadre de laquelle elle est devenue l'émetteur exclusif de la carte Visa de Target et des cartes de crédit de marque privée à l'intention des clients de Target aux États-Unis. Avec prise d'effet au 24 février 2015, la Banque a prolongé son contrat avec Target, aux termes duquel elle continuera d'être l'émetteur exclusif des cartes de crédit de marque privée et co-marquées de Target à l'intention des clients de Target aux États-Unis jusqu'en mars 2025.

Le 27 mars 2013, la Banque a acquis la totalité des actions en circulation d'Epoch Holding Corporation et de sa filiale en propriété exclusive, Epoch Investment Partners, Inc. (« Epoch »), une entreprise de gestion d'actifs établie à New York. TD a fait l'acquisition d'Epoch moyennant une contrepartie au comptant de 674 millions de dollars US.

La Banque a réalisé la première étape de sa réorganisation interne en vue de se conformer à la règle adoptée par la Réserve fédérale aux termes de laquelle les importants établissements bancaires étrangers comportant des filiales américaines doivent constituer leurs filiales américaines sous une société de portefeuille intermédiaire unique de premier rang. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> juillet 2015, TD US P&C Holdings ULC, société mère de TD Bank US Holding Company, a transféré ses activités du Canada aux États-Unis et est devenue la société de portefeuille bancaire de premier rang de la Banque aux États-Unis et sa dénomination a été changée pour TD Group US Holdings LLC.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, la Banque, par l'entremise de sa filiale TD Bank USA, N.A., a fait l'acquisition de la quasi-totalité des portefeuilles de cartes de crédit Visa et de cartes de crédit de marque privée de Nordstrom Inc. (« Nordstrom »), dont le solde en cours s'élève à 2,2 milliards de dollars US. TD Bank USA, N.A. a aussi conclu une entente dans le cadre de laquelle elle est devenue l'émetteur exclusif de la carte Visa de Nordstrom et des cartes de crédit de marque privée à l'intention des clients de Nordstrom aux États-Unis.

#### *Participation dans TD Ameritrade*

La Banque a investi dans TD Ameritrade Holding Corporation (« TD Ameritrade »), un des premiers fournisseurs de services de courtage en valeurs mobilières et de services financiers connexes par le truchement de la technologie à des petits investisseurs, à des négociateurs et à des conseillers en valeurs inscrits indépendants. TD Ameritrade offre ses services notamment par Internet, au moyen d'un réseau national de succursales et de ses liens avec des conseillers en valeurs inscrits indépendants. TD Ameritrade est une société américaine cotée en Bourse, et ses actions ordinaires sont inscrites à la cote du New York Stock Exchange. En date du 31 octobre 2015, la Banque était propriétaire d'environ 41,54 % des titres avec droit de vote en circulation de TD Ameritrade. On peut obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de TD Ameritrade sur le site Internet EDGAR (« EDGAR ») de la Securities and Exchange Commission des États-Unis au [www.sec.gov](http://www.sec.gov). La participation de la Banque D dans TD Ameritrade fait l'objet d'une convention d'actionnaires qui renferme des dispositions quant à certaines questions, notamment la gouvernance, la composition du conseil, l'actionnariat, la cession d'actions et le vote.

## **DESCRIPTION DES ACTIVITÉS**

La description des principaux secteurs d'activité de TD et l'information s'y rapportant sont données à la page 2 et aux pages 16 à 32 du rapport de gestion de 2015.

### **Nombre moyen d'employés**

Au cours de l'exercice 2015, TD comptait en moyenne 81 483 employés équivalents plein temps.

### **Facteurs de risque**

La Banque estime qu'il est très important d'évaluer régulièrement sa structure d'exploitation et de recenser les risques prépondérants et émergents, soit les risques qui peuvent avoir une incidence importante sur la Banque et qui monopolisent l'attention des cadres supérieurs par leurs répercussions potentiellement généralisées ou immédiates. Une explication du type de risques auxquels la Banque et ses entreprises sont exposées et les façons dont la Banque les gère figurent à la rubrique « Facteurs de risque et gestion des risques » aux pages 62 à 103 du rapport de gestion 2015, laquelle rubrique est intégrée par renvoi aux présentes.

## **STRUCTURE DU CAPITAL**

Le résumé qui suit de la structure du capital de la Banque est présenté entièrement sous réserve des règlements de la Banque et des conditions générales réelles se rattachant à ses actions.

Conformément aux normes de fonds propres adoptées par le Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (« BSIF »), pour être admissibles à titre de fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 en vertu de Bâle III, les instruments de fonds propres non ordinaires émis par la Banque après le 1<sup>er</sup> janvier 2013, y compris les actions privilégiées et les débentures subordonnées (les billets à moyen terme comportant des dispositions relatives aux FPUNV, au sens donné ci-après) doivent comporter une clause relative aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (les « dispositions relatives aux FPUNV »), aux termes de laquelle elles seraient converties en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou qu'elle est sur le point de le devenir ou si la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux ou une aide équivalente de la part de l'administration fédérale ou d'une administration provinciale canadienne (chacun, un « événement déclencheur »).

### **Actions ordinaires**

Le capital d'actions ordinaires autorisé de la Banque se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Sous réserve des restrictions énoncées à la rubrique « Restrictions » ci-après, les porteurs d'actions ordinaires sont habilités à voter à toutes les assemblées des actionnaires de la Banque, sauf les assemblées où uniquement les porteurs d'une certaine catégorie ou série d'actions sont habilités à voter. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes à mesure qu'ils sont déclarés par le conseil d'administration de la Banque, sous réserve de la priorité des porteurs des actions privilégiées de la Banque. Après le paiement aux porteurs d'actions privilégiées de la Banque du ou des montants auxquels ils peuvent avoir droit, et après le remboursement de toutes les dettes en cours, les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir le reliquat des biens de la Banque lors de la liquidation ou de la dissolution de la Banque.

### **Actions privilégiées**

Les actions privilégiées de premier rang, catégorie A (les « actions privilégiées ») de la Banque peuvent être émises de temps à autre en une ou plusieurs séries et comporter les droits, privilèges, restrictions et conditions que le conseil d'administration de la Banque peut déterminer.

Les actions privilégiées de chaque série sont de rang égal aux autres séries d'actions privilégiées, et toutes les actions privilégiées ont priorité de rang sur les actions ordinaires et toutes les autres actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées quant au versement des dividendes et à la distribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, à la condition qu'il ne se soit pas produit un événement déclencheur aux termes des dispositions relatives aux FPUNV applicables à une série d'actions privilégiées. S'il survient un événement déclencheur aux termes des dispositions relatives aux FPUNV, la priorité existante

des actions privilégiées de la série touchée ne sera plus applicable puisque la totalité des actions privilégiées de cette série seront converties en actions ordinaires de la Banque qui prendront, au moment de la conversion, rang égal avec la totalité des autres actions ordinaires de la Banque.

Les actions privilégiées ne comportent pas de droit de vote, sauf dans la mesure stipulée à l'égard d'une série en particulier ou prévue dans la Loi sur les banques. La Banque ne peut, sans l'approbation préalable des porteurs d'actions privilégiées, créer ni émettre i) des actions de rang supérieur ou égal aux actions privilégiées, ou ii) une série supplémentaire d'actions privilégiées, à moins que, à la date d'une telle création ou émission, tous les dividendes cumulatifs et tous les dividendes non cumulatifs déclarés mais non versés n'aient été versés ou qu'une réserve n'ait été créée pour leur versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées alors émises et en circulation.

L'approbation de modifications aux dispositions relatives aux actions privilégiées en tant que catégorie peut être donnée par écrit par les porteurs de toutes les actions privilégiées en circulation, ou par résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée à laquelle les porteurs d'une majorité des actions privilégiées alors en circulation sont présents ou représentés par procuration ou, à défaut de quorum à cette assemblée, lors d'une reprise d'assemblée à laquelle les actionnaires alors présents ou représentés par procuration peuvent traiter des affaires pour lesquelles l'assemblée avait été convoquée à l'origine.

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, à la condition qu'il ne se soit pas produit un événement déclencheur aux termes des dispositions relatives aux FPUNV applicables à une série d'actions privilégiées, avant que tout montant ne puisse être payé ou que des biens puissent être distribués parmi les porteurs d'actions ordinaires ou d'actions de toute autre catégorie de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées, le porteur d'une action privilégiée d'une série aura le droit de recevoir, dans la mesure où cela est ainsi stipulé à l'égard de ces actions privilégiées dans les conditions se rattachant à la série concernée : i) un montant correspondant au montant versé sur l'action en cause; ii) la prime, le cas échéant, stipulée à l'égard des actions privilégiées de cette série; et iii) tous les dividendes cumulatifs non versés, le cas échéant, sur ces actions privilégiées et, dans le cas d'actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, tous les dividendes non cumulatifs déclarés et non versés. Après le paiement aux porteurs des actions privilégiées des montants qui leur sont ainsi payables, ceux-ci n'ont pas le droit de prendre part à toute autre distribution des biens ou de l'actif de la Banque.

## **Restrictions**

Aucune restriction n'est imposée quant à la propriété de titres de la Banque pour s'assurer que la Banque respecte un niveau de propriété canadienne requis. Toutefois, la Loi sur les banques contient des restrictions sur l'émission, le transfert, l'acquisition, la propriété effective et le vote relativement à toutes les actions d'une banque à charte. Par exemple, aucune personne ne doit être un actionnaire principal d'une banque si la banque a des capitaux propres de 12 milliards de dollars ou plus. Une personne est un actionnaire principal d'une banque lorsque i) le total des actions de toute catégorie d'actions comportant droit de vote détenues en propriété effective par une personne, les entités contrôlées par cette personne et toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 20 % de cette catégorie d'actions comportant droit de vote; ou ii) l'ensemble des actions de toute catégorie d'actions sans droit de vote détenues en propriété effective par cette personne, les entités contrôlées par cette personne et toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 30 % de cette catégorie d'actions sans droit de vote. Aucune personne ne doit avoir un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque, y compris la Banque, sans l'agrément préalable du ministre des Finances (Canada). Pour l'application de la Loi sur les banques, une personne a un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque à charte canadienne lorsque l'ensemble de toutes les actions de la catégorie appartenant en propriété effective à cette personne, aux entités contrôlées par cette personne et à toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 10 % de toutes les actions en circulation de cette catégorie d'actions de cette banque.

La Loi sur les banques interdit également l'inscription d'un transfert ou d'une émission d'actions de la Banque à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou l'un de ses mandataires ou organismes ou tout gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques ou tout mandataire ou organisme d'un tel gouvernement, et l'exercice, en personne ou par voie de procuration, des droits de vote rattachés aux actions de la Banque qui sont détenues en propriété effective soit par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou un mandataire ou un organisme de celle-ci, soit par le gouvernement d'un pays étranger ou d'une

de ses subdivisions politiques ou par un organisme d'un tel gouvernement. Par dérogation à ce qui précède, le ministre des Finances du Canada peut approuver l'émission d'actions d'une banque, y compris la Banque, à un mandataire qui est un « mandataire admissible », soit un mandataire ou un organisme de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou tout mandataire ou organisme d'un gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques qui remplit les critères suivants : i) son mandat est accessible au public; ii) il contrôle les titres d'un fond de placement de manière à maximiser le rendement corrigé du risque à long terme, si le Fonds bénéficie d'un apport de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou du gouvernement d'un pays étranger ou de la subdivision politique, soit est établi pour procurer l'indemnisation, l'hospitalisation, les soins médicaux, la retraite, la pension ou des prestations analogues à des personnes physiques; et iii) les décisions prises à l'égard des titres du Fonds visés à l'alinéa ii) ne sont influencées d'aucune façon importante par Sa Majesté du chef du Canada ou de la province ou du gouvernement du pays étranger ou de la subdivision politique. La Banque et le mandataire admissible présentent conjointement la demande en vue d'obtenir l'agrément du ministre.

## Notations

Les notations revêtent une importance particulière quant aux frais d'emprunt de la Banque et à sa capacité de réunir des capitaux. Une dévaluation des notes pourrait potentiellement entraîner une augmentation des frais de financement pour la Banque et réduire l'accès aux marchés financiers. Une dévaluation des notes pourrait également nuire à la capacité de la Banque d'effectuer des opérations sur dérivés dans le cours normal et/ou obliger la Banque à consentir d'autres sûretés à ses contreparties. La Banque révisé régulièrement le niveau de sûretés accru qui serait nécessaire en cas de dévaluation des notes et détient des actifs liquides pour garantir les autres sûretés nécessaires en cas d'une dévaluation d'un niveau des notes de la dette à long terme de premier rang de la Banque. On trouvera de l'information supplémentaire sur les notes sous la rubrique « Risque de liquidité » de la rubrique « Gestion des risques » commençant à la page 66 du rapport de gestion 2015.

### En date du 31 octobre 2015

	DBRS	Moody's Investors Service	Standard & Poor's
Titres de créance à long terme (dépôts)	AA	Aa1	AA-
Titres de créance à court terme (dépôts)	R-1 (haut)	P-1	A-1+
Titres de créance subordonnés de catégorie 2B	AA (bas)	A1	A
Titres de créance subordonnés de catégorie 2A		A2	A-
Titres de créance subordonnés de catégorie 2 (FPUNV)	A (bas)	A2 (hyb)	A-
Actions privilégiées	Pfd-2 (haut)	A3	P-2 (haut)
Actions privilégiées (FPUNV)	Pfd-2	A3 (hyb)	P-2
Perspective	Négative	Négative	Négative

Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière dans la mesure où elles ne portent pas sur le cours du marché ni sur l'opportunité pour un investisseur en particulier. Les notations peuvent être révisées ou révoquées à tout moment par l'agence de notation. Les notations de crédit et perspectives fournies par les agences de notation se veulent une indication de leur opinion et peuvent varier de temps à autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment la santé financière, la position concurrentielle et la liquidité de la Banque et en fonction de facteurs partiellement indépendants de la volonté de la Banque, notamment les méthodes qu'utilisent les agences de notation et les situations touchant le secteur des services financiers en général.

La Banque a fait des paiements dans le cours normal aux agences de notation énumérées ci-dessus relativement à l'attribution de notes aux titres de la Banque. De plus, la Banque a fait des paiements usuels à l'égard de certains autres services que les agences de notation applicables ont fournis à la Banque au cours des deux dernières années.



Les descriptions suivantes des catégories de notation préparées par les agences de notation respectives ne sont fournies que parce que la législation canadienne le prescrit. La Banque ne sanctionne pas les catégories de notation ni l'application des critères et analyses des agences de notation respectives. La description des catégories de notation de chaque agence de notation, obtenue sur le site Web public des agences de notation respectives, est donnée ci-après.

#### Description des notations de DBRS sur son site Web public

Le barème des notations à long terme de DBRS<sup>MD</sup> donne une indication du risque de défaillance, c'est-à-dire le risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières conformément aux conditions auxquelles elles ont été contractées. Les notations se fondent sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents à l'émetteur et au classement relatif des créances. Toutes les autres catégories de notation que les catégories AAA et D comptent également des sous-catégories « (haut) » ou « (bas) ». La notation qui n'est pas modifiée par une désignation « (haut) » ou « (bas) » se situe au milieu de la catégorie. AA : cote de solvabilité supérieure. La capacité de paiement des obligations financières est jugée élevée. La cote de solvabilité n'est que légèrement différente de celle correspondant à la notation AAA. Des événements futurs risquent peu de la compromettre de façon importante. A : bonne cote de solvabilité. La capacité de paiement des obligations financières est importante, mais la cote de solvabilité est inférieure à la notation AA. Des événements futurs peuvent être plus susceptibles d'influer sur cette capacité, mais les facteurs négatifs sont jugés gérables.

Le barème de notation des titres de créance à court terme de DBRS<sup>MD</sup> donne une indication du risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières à court terme en temps opportun. R-1 (haut) : la cote de solvabilité la plus élevée. La capacité de paiement des obligations financières à court terme à échéance est exceptionnellement élevée. Des événements futurs risquent peu de la compromettre de façon importante.

Le barème de notation des actions privilégiées de DBRS<sup>MD</sup> est utilisé dans le marché canadien des valeurs mobilières et se veut une indication du risque qu'un emprunteur ne s'acquitte pas intégralement de ses obligations en temps opportun, tant quant aux versements de dividendes que quant aux remboursements du capital. Chaque catégorie de notation compte des sous-catégories « haut » et « bas ». Une notation qui n'est pas modifiée par une désignation « haut » ou « bas » se situe dans le milieu de la catégorie. Les actions privilégiées notées Pfd-2 présentent une qualité de crédit satisfaisante. La protection des dividendes et du capital demeure importante, mais le bénéfice, le bilan et les ratios de couverture ne sont pas aussi solides que ceux des sociétés notées Pfd-1. Les sociétés dont les titres sont notés Pfd-2 correspondent en général aux sociétés dont les obligations de premier rang sont notées dans la catégorie A.

#### Description des notations de Moody's Investors Service sur son site Web public

Les notations à long terme de Moody's sont attribuées à des émetteurs ou à des obligations d'une échéance initiale d'un an ou plus et donnent une indication de la possibilité de défaillance à l'égard de paiements faisant l'objet d'une promesse contractuelle et de la perte financière prévue en cas de défaut. Les obligations notées Aa sont jugées de qualité supérieure, avec un très faible risque de crédit. Les obligations notées A sont jugées au-dessus de la moyenne, avec un faible risque de crédit. Moody's rattache des modificateurs numériques 1, 2, et 3 à chaque catégorie de notation générique de Aa à Caa. Le modificateur 1 indique que l'obligation se situe dans la partie supérieure de sa catégorie de notation générale; le modificateur 2 indique un rang moyen; et le modificateur 3 indique un rang dans la partie inférieure de la catégorie de notation générale. En outre, l'indicateur « (hyb) » est ajouté à toutes les notations de titres hybrides émis par les banques, les assureurs, les sociétés de financement et les maisons de courtage. Selon leurs modalités, les titres hybrides permettent l'omission des dividendes, de l'intérêt ou des paiements de capital prévus, une telle omission pouvant éventuellement entraîner une dépréciation. Les titres hybrides peuvent également faire l'objet de diminutions de valeur autorisées contractuelles du capital qui donneraient lieu à une dépréciation. Avec l'indicateur hybride, la notation à long terme attribuée à un titre hybride est l'expression du risque de crédit relatif lié à ce titre.

Moody's attribue des notations provisoires aux programmes de billets à moyen terme (BMT) et des notations définitives à chacun des titres d'emprunt qui sont émis dans le cadre de ceux-ci (appelés prélèvements ou billets). Les notations attribuées aux programmes de BMT sont censées faire état des notations susceptibles d'être attribuées aux prélèvements émis à partir du programme au sein du rang de créance indiqué (c.-à-d. de premier rang ou subordonné). Pour donner une idée de la nature conditionnelle de la notation d'un programme, Moody's attribue des notations provisoires au programme de BMT. Une notation provisoire est

dénotée par un (P) devant la notation.

Les notations à court terme de Moody's sont attribuées à des obligations d'une échéance initiale d'au plus 13 mois et donnent une indication de la possibilité de défaillance à l'égard de paiements faisant l'objet d'une promesse contractuelle. Les émetteurs notés P-1 (ou les institutions qui les soutiennent) ont une capacité supérieure de remboursement des obligations à court terme.

#### Description des notations de Standard & Poor's sur site Web public

Une notation de crédit de Standard & Poor's à l'égard d'une émission se veut une opinion prospective quant à la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une obligation financière en particulier, d'une catégorie d'obligations financières en particulier ou d'un programme financier en particulier (notamment des notations attribuées aux programmes de billets à moyen terme ou programmes de papier commercial).

Une obligation à long terme notée « AA » n'est que très légèrement différente des obligations mieux notées. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est très élevée. Une obligation notée « A » est en quelque sorte plus vulnérable aux effets défavorables des changements de situation et de conjoncture que des obligations dans les catégories de notation supérieures. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est cependant toujours élevée. Les notations « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou d'un signe moins (-) afin d'indiquer la position relative dans la catégorie de notation principale.

Une obligation à court terme notée « A-1 » se situe dans la catégorie la plus élevée de Standard & Poor's. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est élevée. Dans cette catégorie, un signe plus (+) est rattaché à certaines obligations afin d'indiquer que la capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de ces obligations est extrêmement élevée.

Le barème de notation des actions privilégiées canadiennes de Standard & Poor's s'adresse aux émetteurs, aux investisseurs et aux intermédiaires des marchés financiers canadiens, ces notations des actions privilégiées (établies conformément à des critères de notation mondiaux) constituant des symboles de notation qui ont été largement utilisés dans le marché canadien depuis bon nombre d'années. Les notes que Standard & Poor's attribue aux actions privilégiées selon le barème canadien constituent un avis prospectif quant à la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une action privilégiée en particulier émise sur le marché canadien, par rapport aux actions privilégiées émises par d'autres émetteurs sur le marché canadien. Il existe une correspondance directe entre les notations particulières attribuées au moyen du barème de notation des actions privilégiées canadiennes et les différents niveaux de notation au moyen du barème de notation des titres d'emprunt mondiaux de Standard & Poor's. Les notes P-2(haut) et P-2 accordées à des actions privilégiées canadiennes correspondent aux notes BBB+ et BBB, respectivement, accordées à des actions privilégiées mondiales.

## **MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES DE LA BANQUE**

### **Inscriptions sur les marchés**

Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et du New York Stock Exchange. Les actions privilégiées de la Banque sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

## Cours et volume des opérations

Le cours des titres de la Banque et le volume des opérations sur ceux-ci au cours de la dernière année sont indiqués dans les tableaux ci-après :

BOURSE DE TORONTO							
	Actions ordinaires	Actions privilégiées (Séries P à Y)					
		Série P <sup>1</sup>	Série Q <sup>2</sup>	Série R <sup>3</sup>	Série S	Série T	Série Y
<b>Novembre 2014</b>							
Haut (\$)	57,89	26,43	26,49	26,64	25,76	25,59	25,89
Bas (\$)	55,09	25,76	26,16	26,32	25,32	25,40	25,47
Volume (000)	39 142	75	59	47	25	68	41
<b>Décembre 2014</b>							
Haut (\$)	57,82	26,50	26,46	26,50	25,71	25,56	25,80
Bas (\$)	51,51	25,95	26,02	26,09	25,22	25,23	25,38
Volume (000)	81 491	124	114	75	126	55	116
<b>Janvier 2015</b>							
Haut (\$)	55,49	26,48	26,31	26,51	25,99	25,50	26,02
Bas (\$)	49,67	25,57	25,57	25,79	25,03	22,61	25,25
Volume (000)	78 649	247	394	115	104	146	84
<b>Février 2015</b>							
Haut (\$)	55,89	25,62	25,62	26,15	25,40	23,99	25,66
Bas (\$)	50,71	25,58	25,58	25,78	25,03	23,00	25,06
Volume (000)	64 465	87	102	112	197	167	35
<b>Mars 2015</b>							
Haut (\$)	55,18	25,61	25,62	25,91	25,60	24,31	25,78
Bas (\$)	52,81	25,61	25,62	25,71	25,23	23,84	25,33
Volume (000)	70 562	0	4	864	98	117	86
<b>Avril 2015</b>							
Haut (\$)	56,34			25,84	25,39	24,25	25,53
Bas (\$)	53,84			25,47	25,03	23,76	25,12
Volume (000)	51 661			262	143	64	86
<b>Mai 2015</b>							
Haut (\$)	56,48			25,51	25,28	24,36	25,59
Bas (\$)	54,15			25,50	24,95	24,01	25,17
Volume (000)	51 166			1	50	66	100
<b>Juin 2015</b>							
Haut (\$)	55,09				25,29	24,50	25,60
Bas (\$)	52,57				25,06	23,94	25,25
Volume (000)	81 185				52	229	118
<b>Juillet 2015</b>							
Haut (\$)	53,59				25,21	24,14	25,37
Bas (\$)	50,29				24,50	23,19	24,75
Volume (000)	62 929				95	58	150
<b>Août 2015</b>							
Haut (\$)	53,38				25,05	23,45	25,23
Bas (\$)	47,75				24,14	22,71	24,66
Volume (000)	63 051				75	139	154
<b>Septembre 2015</b>							
Haut (\$)	53,18				24,95	22,80	25,43
Bas (\$)	50,52				24,03	21,62	24,18
Volume (000)	75 490				49	185	139

**BOURSE DE TORONTO**

	Actions ordinaires	Actions privilégiées (Séries P à Y)					
		Série P <sup>1</sup>	Série Q <sup>2</sup>	Série R <sup>3</sup>	Série S	Série T	Série Y
<b>Octobre 2015</b>							
Haut (\$)	55,38				24,89	22,90	24,98
Bas (\$)	51,15				22,91	21,30	22,91
Volume (000)	70 867				74	48	70

**Nota :**

- 1 Le 2 mars 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 10 millions d'actions privilégiées de catégorie A rachetables à dividende non cumulatif, série P en circulation.
- 2 Le 2 mars 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 8 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A rachetables à dividende non cumulatif, série Q en circulation.
- 3 Le 1<sup>er</sup> mai 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 10 millions d'actions privilégiées de catégorie A rachetables à dividende non cumulatif, série R en circulation.

**BOURSE DE TORONTO**

	Actions privilégiées (Séries Z à 11)						
	Série Z	Série 1 <sup>1</sup>	Série 3 <sup>1</sup>	Série 5 <sup>1,2</sup>	Série 7 <sup>1,3</sup>	Série 9 <sup>1,4</sup>	Série 11 <sup>1,5</sup>
<b>Novembre 2014</b>							
Haut (\$)	25,58	25,61	25,55				
Bas (\$)	25,45	25,35	25,20				
Volume (000)	54	565	619				
<b>Décembre 2014</b>							
Haut (\$)	25,63	25,69	25,55	25,00			
Bas (\$)	25,16	25,05	24,87	24,74			
Volume (000)	46	210	401	1 631			
<b>Janvier 2015</b>							
Haut (\$)	25,63	25,56	25,46	25,21			
Bas (\$)	23,25	24,60	24,01	24,11			
Volume (000)	52	329	542	1 725			
<b>Février 2015</b>							
Haut (\$)	24,20	25,04	24,95	24,90			
Bas (\$)	23,16	24,50	24,38	24,36			
Volume (000)	92	368	291	780			
<b>Mars 2015</b>							
Haut (\$)	24,24	25,00	24,95	24,84	25,08		
Bas (\$)	23,81	24,55	24,55	24,41	24,80		
Volume (000)	60	441	669	552	1 837		
<b>Avril 2015</b>							
Haut (\$)	24,31	24,98	24,79	24,70	25,07	25,13	
Bas (\$)	23,90	23,15	22,86	22,80	24,67	24,79	
Volume (000)	50	260	418	561	777	1 108	
<b>Mai 2015</b>							
Haut (\$)	24,32	24,93	24,89	24,49	25,00	25,20	
Bas (\$)	24,05	23,86	23,76	23,50	24,77	24,85	
Volume (000)	49	182	252	425	534	545	
<b>Juin 2015</b>							
Haut (\$)	24,35	24,06	23,93	23,81	25,00	25,17	
Bas (\$)	24,01	22,77	22,78	22,45	24,72	24,82	
Volume (000)	115	163	279	340	250	402	

**BOURSE DE TORONTO**

	Actions privilégiées (Séries Z à 11)						
	Série Z	Série 1 <sup>1</sup>	Série 3 <sup>1</sup>	Série 5 <sup>1,2</sup>	Série 7 <sup>1,3</sup>	Série 9 <sup>1,4</sup>	Série 11 <sup>1,5</sup>
<b>Juillet 2015</b>							
Haut (\$)	24,25	23,30	23,22	22,86	24,82	25,17	24,74
Bas (\$)	23,22	21,00	21,00	20,68	23,92	24,00	23,56
Volume (000)	52	248	279	366	310	455	721
<b>Août 2015</b>							
Haut (\$)	23,33	22,51	22,66	22,19	24,45	25,05	24,71
Bas (\$)	22,76	20,65	20,53	20,48	22,80	23,74	23,66
Volume (000)	58	204	231	257	346	145	282
<b>Septembre 2015</b>							
Haut (\$)	23,00	21,95	21,90	21,98	23,92	24,75	24,60
Bas (\$)	21,62	18,50	18,36	18,00	20,40	21,39	22,65
Volume (000)	111	306	253	262	214	133	380
<b>Octobre 2015</b>							
Haut (\$)	22,93	19,87	19,87	19,93	21,77	22,75	23,84
Bas (\$)	20,99	16,80	16,63	16,41	18,49	19,00	21,80
Volume (000)	89	614	569	618	389	266	223

**Nota :**

- 1 Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.
- 2 Le 16 décembre 2014, la Banque a émis 20 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 5.
- 3 Le 10 mars 2015, la Banque a émis 14 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 7.
- 4 Le 24 avril 2015, la Banque a émis 8 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 9.
- 5 Le 21 juillet 2015, la Banque a émis 6 millions d'actions privilégiées à taux fixe et à dividende non cumulatif, série 11.

**Placements antérieurs**

Au cours du dernier exercice terminé, la Banque n'a pas émis d'actions qui ne sont pas inscrites ou cotées sur un marché. Pour de plus amples renseignements sur les débentures subordonnées de la Banque, il y a lieu de se reporter à la note 19 afférente aux états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 octobre 2015, laquelle note est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

## DIVIDENDES

### Dividendes par action de la Banque (fin de l'exercice le 31 octobre)

Type d'actions	2015	2014	2013
<b>Actions ordinaires</b>	2,00 \$	1,84 \$	1,62 \$
<b>Actions privilégiées</b>			
Série O <sup>1</sup>	-	1,21 \$	1,21 \$
Série P <sup>2</sup>	0,33 \$	1,31 \$	1,31 \$
Série Q <sup>3</sup>	0,35 \$	1,40 \$	1,40 \$
Série R <sup>4</sup>	0,70 \$	1,40 \$	1,40 \$
Série S <sup>5</sup>	0,84 \$	0,84 \$	1,15 \$
Série T <sup>5</sup>	0,58 \$	0,63 \$	0,16 \$ <sup>6</sup>
Série Y <sup>7</sup>	0,89 \$	0,89 \$	1,28 \$
Série Z <sup>7</sup>	0,60 \$	0,65 \$	-
Série AA <sup>8</sup>	-	0,31 \$	1,25 \$
Série AC <sup>8</sup>	-	0,35 \$	1,40 \$
Série AE <sup>9</sup>	-	0,78 \$	1,56 \$
Série AG <sup>9</sup>	-	0,78 \$	1,56 \$
Série AI <sup>10</sup>	-	1,17 \$	1,56 \$
Série AK <sup>10</sup>	-	1,17 \$	1,56 \$
Série 1 <sup>11</sup>	0,98 \$	0,40 \$	-
Série 3 <sup>11</sup>	0,95 \$	0,24 \$	-
Série 5 <sup>11, 12</sup>	0,82 \$	-	-
Série 7 <sup>11,13</sup>	0,58 \$	-	-
Série 9 <sup>11,14</sup>	0,48 \$	-	-
Série 11 <sup>11,15</sup>	0,34 \$	-	-

**Nota :**

- 1 Le 31 octobre 2014, la Banque a racheté la totalité de ses 17 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série O en circulation.
- 2 Le 2 mars 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 10 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série P en circulation.
- 3 Le 2 mars 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 8 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série Q en circulation.
- 4 Le 1<sup>er</sup> mai 2015, la Banque a racheté la totalité de ses 10 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série R en circulation.
- 5 Le 31 juillet 2013, 4,6 millions des 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série S de la Banque ont été converties, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série T de la Banque.
- 6 Représente le montant des dividendes en espèces versés par action le 31 octobre 2013.
- 7 Le 31 octobre 2013, 4,5 millions des 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série Y de la Banque ont été converties, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série Z de la Banque.
- 8 Le 31 janvier 2014, la Banque a racheté la totalité de ses 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AA en circulation et la totalité de ses 8,8 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AC en circulation.
- 9 Le 30 avril 2014, la Banque a racheté la totalité de ses 12 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série AE en circulation et la totalité de ses 15 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AG en circulation.
- 10 Le 31 juillet 2014, la Banque a racheté la totalité de ses 11 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AI en circulation et la totalité de ses 14 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AK en circulation.
- 11 Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).
- 12 Le 16 décembre 2014, la Banque a émis 20 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 5.

- 13 Le 10 mars 2015, la Banque a émis 14 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 7.
- 14 Le 24 avril 2014, la Banque a émis 8 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 9.
- 15 Le 21 juillet 2015, la Banque a émis 6 millions d'actions privilégiées à taux fixe et à dividende non cumulatif, série 11.

**Dividendes de TD Ameritrade  
(fin de l'exercice le 30 septembre)**

TD Ameritrade a déclaré un dividende en espèces trimestriel de 0,15 \$ US par action sur ses actions ordinaires à chaque trimestre de l'exercice 2015. Le 27 octobre 2015, TD Ameritrade a déclaré un dividende en espèces trimestriel de 0,17 \$ US par action sur ses actions ordinaires pour le premier trimestre de l'exercice 2016, dividende payable le 24 novembre 2015 à tous les porteurs inscrits d'actions ordinaires de TD Ameritrade au 10 novembre 2015. Le versement de dividendes futurs se fera au gré du conseil d'administration de TD Ameritrade et sera tributaire de nombreux facteurs que son conseil d'administration juge pertinents, notamment, les bénéfices futurs, le succès des activités commerciales de TD Ameritrade, les besoins en capital, la situation financière générale et les perspectives d'avenir de son entreprise et la conjoncture économique.

**ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION**

**Administrateurs et comités du conseil de la Banque**

Le tableau ci-dessous donne, en date du 2 décembre 2015, les noms des administrateurs de la Banque, leur poste principal et domaine d'activités actuels, leur municipalité de résidence et la date à laquelle chacun des administrateurs est devenu administrateur de la Banque.

Nom de l'administrateur Poste principal et municipalité de résidence	Administrateur depuis
William E. Bennett Administrateur de sociétés et ancien président et chef de la direction, Draper & Kramer, Inc. Chicago, Illinois, É.-U.	Mai 2004
John L. Bragg Président du conseil, président et co-chef de la direction, Oxford Frozen Foods Limited (fabricant de produits alimentaires) Collingwood (Nouvelle-Écosse) Canada	Octobre 2004
Amy W. Brinkley Conseillère, AWB Consulting, LLC (firme d'experts-conseils en conseils aux cadres et gestion des risques) Charlotte, Caroline du Nord, É.-U.	Septembre 2010
Brian C. Ferguson Président et chef de la direction, Cenovus Energy Inc. (société pétrolière intégrée) Calgary (Alberta) Canada	Mars 2015
Colleen A. Goggins Administratrice de sociétés et présidente mondiale retraitée de la branche de produits de grande consommation de Johnson & Johnson Princeton, New Jersey, É.-U.	Mars 2012
Mary Jo Haddad Administratrice de sociétés et présidente et chef de la direction retraitée, The Hospital for Sick Children Oakville (Ontario) Canada	Décembre 2014

Nom de l'administrateur Poste principal et municipalité de résidence	Administrateur depuis
Jean-René Halde* Administrateur de sociétés et président et chef de la direction retraité Banque de développement du Canada Saint-Laurent (Québec) Canada <i>*M. Halde a été nommé au conseil le 2 décembre 2015</i>	Décembre 2015
David E. Kepler Administrateur de sociétés et vice-président à la direction retraité, The Dow Chemical Company Sandford, Michigan, É.-U.	Décembre 2013
Brian M. Levitt Président du conseil de La Banque Toronto-Dominion et vice-président du conseil d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. (cabinet d'avocats) Lac Brome (Québec) Canada	Décembre 2008
Allan N. MacGibbon Vice-président du conseil d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. (cabinet d'avocats) Oakville (Ontario) Canada	Avril 2014
Harold H. MacKay Avocat-conseil, MacPherson Leslie & Tyerman LLP (cabinet d'avocats) Regina (Saskatchewan) Canada	Novembre 2004
Karen E. Maidment Administratrice de sociétés et ancienne chef des finances et des affaires administratives, BMO Groupe Financier Cambridge (Ontario) Canada	Septembre 2011
Bharat B. Masrani Président du groupe et chef de la direction Groupe Banque TD Toronto (Ontario) Canada	Avril 2014
Irene R. Miller Chef de la direction, Akim, Inc. (firme de conseils et de gestion de placements) New York, New York, É.-U.	Mai 2006
Nadir H. Mohamed Administrateur de sociétés et ex-président et chef de la direction Rogers Communications Inc. Toronto (Ontario) Canada	Avril 2008
Claude Mongeau Président et chef de la direction, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (société nord-américaine de chemins de fer et de transport ferroviaire) Montréal (Québec) Canada	Mars 2015
Wilbur J. Prezzano Administrateur de sociétés et vice-président du conseil à la retraite, Eastman Kodak Company Charleston, Caroline du Sud, É.-U.	Avril 2003
Helen K. Sinclair Chef de la direction, BankWorks Trading Inc. (fournisseur de services de diffusion et de Web émissions) Toronto (Ontario) Canada	Juin 1996



Sauf tel qu'il est indiqué ci-après, tous les administrateurs ont occupé le même poste au cours des cinq dernières années.

Avant mars 2011, M<sup>me</sup> Goggins était présidente mondiale de la branche de produits de grande consommation de Johnson & Johnson. Avant janvier 2014, M<sup>me</sup> Haddad était présidente et chef de la direction de The Hospital for Sick Children. Avant juillet 2015, M. Halde était président et chef de la direction de Banque de développement du Canada. D'octobre 2014 à janvier 2015, M. Kepler était vice-président à la direction de The Dow Chemical Company et, avant octobre 2014, il en était vice-président à la direction, Services commerciaux, chef de la viabilité écologique et chef de l'information. De septembre 2012 à juillet 2014, M. Levitt était co-président du conseil non membre de la direction d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., de janvier 2011 à septembre 2012, il était avocat-conseil chez Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et, avant janvier 2011, il était co-président du conseil d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. Avant de devenir vice-président du conseil d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. en juillet 2014, M. MacGibbon était, de juin 2012 à décembre 2013, conseiller principal de Deloitte s.r.l. (Canada) et, avant juin 2012, il était associé directeur et chef de la direction de Deloitte s.r.l. (Canada). De juin 2011 à septembre 2013, M. MacGibbon a aussi été directeur général mondial, Qualité, stratégie et communications de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Avant de commencer à exercer ses fonctions actuelles à titre de président du groupe et chef de la direction de la Banque le 1<sup>er</sup> novembre 2014, M. Masrani a été, de juillet 2013 au 31 octobre 2014, chef de l'exploitation de la Banque et, avant juillet 2013, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la Banque et, avant juillet 2013, il a été président et chef de la direction de TD Bank US Holding Company et de TD Bank, N.A. Avant décembre 2013, M. Mohamed était président et chef de la direction de Rogers Communications Inc.

Chaque administrateur demeurera en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la Banque, qui devrait avoir lieu le 31 mars 2016. Des renseignements sur les candidats proposés en vue de leur élection aux postes d'administrateur figureront dans la circulaire de procuration de la direction de la Banque se rapportant à l'assemblée.

Le tableau suivant présente, en date du 2 décembre 2015, les comités du conseil de la Banque, les membres de chaque comité et les principales responsabilités de chaque comité.

Comité	Membres	Principales responsabilités
Comité de gouvernance	Brian M. Levitt (président) William E. Bennett Harold H. MacKay Karen E. Maidment Wilbur J. Prezzano	<b>Gouvernance de TD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>établir les critères de sélection des nouveaux administrateurs et les lignes directrices du conseil d'administration en matière d'indépendance des administrateurs;</li> <li>repérer des personnes qualifiées pour siéger au conseil d'administration et recommander à ce dernier les mises en candidature aux postes d'administrateur pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et recommander des candidats pour combler les vacances au conseil qui surviennent entre les assemblées des actionnaires;</li> <li>élaborer et, le cas échéant, recommander au conseil d'administration un ensemble de principes de gouvernance, y compris un code de conduite et d'éthique professionnelle, conçus pour favoriser une saine culture de gouvernance au sein de TD;</li> <li>examiner et recommander la rémunération des administrateurs non</li> </ul>

Comité	Membres	Principales responsabilités
		<p>membres de la direction de TD;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer que TD communique efficacement avec ses actionnaires, d'autres parties prenantes et le public au moyen d'une politique de communication attentive;</li> <li>• superviser l'évaluation du conseil d'administration et de ses comités; et</li> <li>• superviser un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs et faciliter la formation continue des administrateurs.</li> </ul>
Comité des ressources humaines	<p>Wilbur J. Prezzano (président)  Amy W. Brinkley  Mary Jo Haddad  Brian M. Levitt  Nadir H. Mohamed  Helen K. Sinclair</p>	<p><b>Évaluation du rendement, rémunération et planification de la relève des dirigeants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'acquitter, et aider le conseil d'administration à s'acquitter de la responsabilité du conseil d'administration en ce qui a trait au leadership, à la planification des ressources humaines et à la rémunération, de la manière énoncée dans la présente charte du comité;</li> <li>• établir les objectifs de rendement du chef de la direction, qui favorisent le succès financier à long terme de TD, et évaluer régulièrement le rendement du chef de la direction par rapport à ces objectifs;</li> <li>• recommander la rémunération du chef de la direction au conseil d'administration aux fins d'approbation et déterminer la rémunération de certains cadres supérieurs en collaboration avec des conseillers indépendants;</li> <li>• superviser un processus solide de planification des compétences et de perfectionnement, y compris l'examen et l'approbation des plans de relève visant les postes de la haute direction et de chefs des fonctions de contrôle;</li> <li>• étudier les candidatures au poste de chef de la direction et recommander à des fins d'approbation par le conseil le plan de relève visant ce poste; et</li> <li>• produire un rapport sur la rémunération à l'intention des actionnaires, lequel est publié dans la circulaire de procuration annuelle de TD, et passer en revue, le cas échéant, toute autre divulgation publique importante et pertinente de la rémunération.</li> </ul>

Comité	Membres	Principales responsabilités
Comité du risque	Karen E. Maidment (présidente) William E. Bennett Amy W. Brinkley Colleen A. Goggins David E. Kepler Harold H. Mackay Helen K. Sinclair	<b>Supervision de la gestion des risques de TD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• approuver le cadre de gestion des risques et les cadres et politiques relatifs aux catégories de risques connexes qui établissent les niveaux d'approbation appropriés pour les décisions et les autres mesures afin de gérer le risque auquel TD est exposée;</li> <li>• examiner et recommander la prise de position de TD en matière de tolérance du risque et les mesures qui s'y rattachent aux fins d'approbation par le conseil et faire le suivi des principaux risques de TD comme le prévoit le cadre de gestion des risques;</li> <li>• examiner le profil de risque de TD en regard des mesures de tolérance aux risques; et</li> <li>• fournir une tribune à l'analyse globale de la vision d'entreprise en matière de risque, y compris l'évaluation des tendances et des risques émergents.</li> </ul>
Comité d'audit	William E. Bennett* (président) John L. Bragg Brian C. Ferguson* Jean-René Halde Alan N. MacGibbon* Karen E. Maidment* Irene R. Miller* Claude Mongeau	<b>Supervision de la qualité et de l'intégrité de l'information financière de TD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• assurer la présentation aux actionnaires d'une information financière claire, exacte et fiable;</li> <li>• superviser l'efficacité des contrôles internes, y compris les contrôles de l'information financière;</li> <li>• être directement responsable de la sélection, de la rémunération, du maintien en poste de l'auditeur nommé par les actionnaires et de la supervision de son travail, celui-ci étant directement sous les ordres du comité;</li> <li>• être à l'écoute des auditeurs nommés par les actionnaires, de l'auditeur en chef, du chef de la conformité et du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et évaluer l'efficacité et l'indépendance de chacun;</li> <li>• assurer l'établissement et le maintien de processus permettant à TD de respecter les lois et règlements qui le régissent ainsi que ses propres politiques;</li> <li>• agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales de TD qui sont des sociétés d'assurance et des institutions</li> </ul>

Comité	Membres	Principales responsabilités
		financières sous réglementation fédérale; et <ul style="list-style-type: none"> <li>recevoir les rapports et approuver, s'il y a lieu, certaines opérations entre personnes apparentées.</li> </ul>

\* Désigné comme expert financier du comité d'audit.

## Comité d'audit

Le comité d'audit du conseil d'administration de la Banque exerce ses activités conformément à une charte écrite qui énonce ses responsabilités et ses exigences en matière de composition. Un exemplaire de la charte est joint à la présente notice annuelle en tant qu'appendice B. La charte du comité prévoit que tous les membres doivent posséder des compétences financières ou être disposés et aptes à acquérir les connaissances nécessaires très rapidement. Posséder des compétences financières signifie être capable de lire et de comprendre des états financiers qui présentent des questions de nature comptable dont l'étendue et le niveau de complexité sont généralement semblables à l'étendue et à la complexité des questions qui devraient raisonnablement être soulevées par les états financiers de la Banque.

De plus, la charte du comité prévoit des exigences en matière d'indépendance applicables à chaque membre et, à l'heure actuelle, chaque membre se conforme à ces exigences. Plus précisément, la charte prévoit qu'aucun membre du comité ne peut être dirigeant ou dirigeant à la retraite de la Banque et que chaque membre doit être indépendant de la Banque au sens de l'ensemble des lois, règles et règlements applicables, y compris ceux qui s'appliquent tout particulièrement aux membres des comités d'audit, et de toutes autres considérations pertinentes qu'établit le conseil d'administration, y compris la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque (dont un exemplaire est accessible sur le site Web de la Banque au [www.td.com](http://www.td.com)).

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessus, les membres du comité d'audit sont : William E. Bennett (président), John L. Bragg, Brian C. Ferguson, Jean-René Halde, Alan N. MacGibbon, Karen E. Maidment, Irene R. Miller et Claude Mongeau. Les membres du comité d'audit de la Banque apportent d'importantes compétences et une vaste expérience à leurs responsabilités, notamment dans le secteur des affaires et de l'enseignement en matière de comptabilité, d'affaires et de finances. Le conseil a établi que MM. Bennett, Ferguson et MacGibbon ainsi que M<sup>mes</sup> Maidment et Miller ont chacun les qualités d'un expert financier du comité d'audit au sens de la loi des États-Unis intitulée *Sarbanes-Oxley Act*; tous les membres du comité ont des compétences financières et sont indépendants en vertu des normes d'inscription à la cote applicables du New York Stock Exchange, de la charte du comité, de la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque et des lignes directrices en matière de gouvernance des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le texte qui suit donne des renseignements quant à la formation et l'expérience de chacun des administrateurs qui s'avèrent pertinentes dans le cadre de l'exécution de leur mandat en tant que membre du comité :

**William E. Bennett** est président du comité d'audit de la Banque. M. Bennett est administrateur de sociétés. Il est l'ancien président et chef de la direction de Draper & Kramer, Inc., société immobilière et de services financiers établie à Chicago. Il était auparavant vice-président directeur et chef du crédit de First Chicago Corp. et de sa principale filiale, la First National Bank of Chicago. M. Bennett occupe actuellement la fonction de président du comité d'audit du conseil de TD Bank US Holding Company (la société de portefeuille de TD Bank, N.A. et de TD Bank USA, N.A.) et a déjà été président du comité d'audit du conseil de Capital Power Corporation et de Nuveen Investments Bond and Mutual Funds. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en science économique du Kenyon College et d'une maîtrise en administration des affaires de l'University of Chicago. M. Bennett est l'un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

**John L. Bragg** est président, fondateur et co-chef de la direction d'Oxford Frozen Foods Limited et propriétaire fondateur de Bragg Communications Inc. M. Bragg est titulaire d'un baccalauréat en commerce et d'un baccalauréat en éducation de l'Université Mount Allison.

**Brian C. Ferguson** est président et chef de la direction de Cenovus Energy Inc. Avant de prendre la direction de Cenovus Energy Inc., M. Ferguson a été vice-président à la direction et chef des finances d'Encana Corporation. M. Ferguson est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université de l'Alberta et il est fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés de l'Alberta. M. Ferguson est l'un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

**Jean-René Halde** est administrateur de sociétés. De juin 2005 à juillet 2015, il a été président et chef de la direction de Banque de développement du Canada. Avant juin 2005, M. Halde a occupé le poste de chef de la direction auprès de nombreuses sociétés chefs de file, y compris Metro-Richelieu Inc., Culinar Inc. et Groupe Livingston Inc. M. Halde est titulaire d'un grade de premier cycle du Collège Sainte-Marie, d'une maîtrise en économie de l'Université de Western Ontario et d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School.

**Allan M. MacGibbon** est vice-président du conseil d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. Il a été auparavant directeur général mondial, Qualité, stratégie et communications de Deloitte Touche Tohmatsu Limited de juin 2011 à septembre 2013. Il a également été associé directeur et chef de la direction de Deloitte s.r.l. (Canada) de 2004 à juin 2012 et conseiller principal de Deloitte s.r.l. (Canada) de juin 2012 à décembre 2013. M. MacGibbon est membre du comité d'audit du conseil de CAE, Inc. M. MacGibbon est titulaire d'un diplôme de premier cycle en administration des affaires et d'un doctorat honorifique de l'Université du Nouveau-Brunswick. Il est comptable professionnel agréé, comptable agréé et Fellow des comptables professionnels agréés de l'Ontario. M. MacGibbon est l'un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

**Karen E. Maidment** est administratrice de sociétés et ex-chef des finances et administratrice principale de BMO Groupe Financier. M<sup>me</sup> Maidment est la présidente du comité d'audit et membre du comité des risques du conseil de TD Ameritrade. Elle est titulaire d'un diplôme de premier cycle en commerce de l'Université McMaster, est comptable professionnelle agréée, comptable agréée et Fellow des comptables professionnels agréés de l'Ontario. M<sup>me</sup> Maidment est l'un des experts financiers du comité d'audit.

**Irene R. Miller** est chef de la direction d'Akim, Inc. Jusqu'en juin 1997, M<sup>me</sup> Miller était vice-présidente du conseil et chef des finances de Barnes & Noble, Inc. Avant d'entrer au service de Barnes & Noble, Inc., en 1991, elle a occupé des postes de cadre supérieur relatifs aux services bancaires d'investissement et au financement des sociétés chez Morgan Stanley & Co. et Rothschild Inc., respectivement. M<sup>me</sup> Miller est présidente du comité d'audit et de contrôle du conseil d'Inditex S.A. et a auparavant présidé le comité d'audit du conseil d'Inditex, S.A., de Coach, Inc., d'Oakley, Inc., de The Body Shop International plc et de Benckiser N.V. M<sup>me</sup> Miller est titulaire d'un diplôme de premier cycle en sciences de l'Université de Toronto et d'une maîtrise en sciences (en chimie et génie chimique) de l'Université Cornell. M<sup>me</sup> Miller est un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

**Claude Mongeau** est président et chef de la direction de Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Avant de prendre la direction de Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, M. Mongeau a été vice-président à la direction et chef des finances de la société. M. Mongeau est titulaire d'un grade de premier cycle en psychologie de l'Université du Québec et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill.

### **Renseignements supplémentaires au sujet du comité d'audit et de l'auditeur nommé par les actionnaires**

Le comité d'audit supervise le processus de présentation de l'information financière à la Banque, y compris le travail de l'auditeur externe indépendant nommé par les actionnaires, qui est à l'heure actuelle Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« EY »). EY est responsable de la planification et de l'exécution, conformément aux normes professionnelles, d'un audit des états financiers annuels de la Banque et examine les états financiers trimestriels de la Banque.

Il incombe au comité d'audit de recommander la nomination et de surveiller l'auditeur externe indépendant nommé par les actionnaires. Le comité d'audit évalue le rendement et les compétences de l'auditeur nommé par les actionnaires et remet au conseil d'administration ses recommandations à l'égard de la nomination ou du renouvellement du mandat à des fins de recommandation aux actionnaires. L'auditeur nommé par les

actionnaires est alors nommé par les actionnaires, lors d'un vote sur cette question à l'assemblée générale annuelle.

Au moins une fois par année, le comité d'audit évalue le rendement, les qualifications, les compétences, les ressources (montant et type) et l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires, y compris le principal associé, pour aider le conseil d'administration à formuler sa recommandation quant à la nomination de l'auditeur nommé par les actionnaires. Cette évaluation annuelle comprend une évaluation de la qualité d'audit et de certaines caractéristiques du service comme : l'indépendance de l'auditeur, l'objectivité et le scepticisme professionnel; la qualité de l'équipe de mission; et la qualité des communications et du service fournis par l'auditeur nommé par les actionnaires. Dans le cadre de l'évaluation, le comité d'audit examine la nature et la portée des communications reçues de l'auditeur nommé par les actionnaires au cours de l'année, les réponses de la direction et du comité d'audit à un questionnaire annuel concernant le rendement de l'auditeur nommé par les actionnaires et les interactions avec celui-ci.

EY a été nommé l'auditeur externe indépendant nommé par les actionnaires pour l'exercice terminé le 31 octobre 2015 conformément à la Loi sur les banques et à la recommandation du comité d'audit et est l'unique auditeur externe indépendant de la Banque depuis le début de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Avant 2006, EY était co-auditeur de la Banque.

### Membres de la haute direction de la Banque

Les personnes suivantes sont membres de la haute direction de la Banque :

Membre de la haute direction	Poste principal	Municipalité de résidence
Riaz Ahmed	Chef de groupe, Assurance, Cartes de crédit et Stratégie d'entreprise, Groupe Banque TD	Oakville (Ontario) Canada
Norie C. Campbell	Chef de groupe, Service juridique, Conformité, Lutte contre le blanchiment d'argent, Crimes financiers et gestion des fraudes, Projets d'entreprise et chef du contentieux, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Mark R. Chauvin	Chef de groupe et chef de la gestion des risques, Groupe Banque TD	Burlington (Ontario) Canada
Theresa L. Currie	Chef de groupe, Canaux directs, Technologie, Marketing et Stratégies liées aux effectifs, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Robert E. Dorrance	Chef de groupe, Services bancaires de gros, Groupe Banque TD et président du conseil, chef de la direction et président, Valeurs Mobilières TD	Toronto (Ontario) Canada
Timothy D. Hockey	Chef de groupe, Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust	Toronto (Ontario) Canada
Colleen M. Johnston	Chef de groupe, Finances, Approvisionnement et Communication, chef des finances, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Bharat B. Masrani	Président du groupe et chef de la direction, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Frank J. McKenna	Président suppléant du conseil, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Michael B. Pedersen	Chef de groupe, Services bancaires aux États-Unis, Groupe Banque TD, et président et chef de la direction, TD Bank US Holding Company, TD Bank, N.A. et TD Bank USA, N.A.	Bryn Mawr, Pennsylvanie, É.-U.

Sauf tel qu'il est indiqué ci-après, tous les membres de la haute direction ont occupé le même poste au cours des cinq dernières années. Comme il a été annoncé le 10 novembre 2015, de nombreux changements à l'équipe de haute direction de la Banque devraient entrer en vigueur le 2 janvier 2016.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1<sup>er</sup> juillet 2013, M. Ahmed a été chef de groupe, Développement interne, Stratégies d'entreprise et Trésorier, siège social, Groupe Banque TD du 27 mai 2010 au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1<sup>er</sup> novembre 2014, M<sup>me</sup> Campbell était chef de groupe, Services juridiques, Conformité et Lutte contre le blanchiment d'argent et chef du contentieux du 15 avril 2013 au 31 octobre 2014, a été vice-présidente à la direction, Service juridique, Siège social, et chef du contentieux, Groupe Banque TD du 1<sup>er</sup> novembre 2011 au 15 avril 2013, et première vice-présidente, Service juridique, Siège social, et chef du contentieux adjointe, Siège social, Groupe Financier Banque TD avant le 1<sup>er</sup> novembre 2011.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1<sup>er</sup> novembre 2014, M<sup>me</sup> Currie a été chef de groupe, Canaux directs, Marketing, Services communs de l'entreprise et Stratégies liées aux effectifs, Groupe Banque TD du 15 avril 2013 au 31 octobre 2014, chef de groupe, Canaux directs et Stratégies liées aux effectifs et à l'entreprise, siège social, Groupe Banque TD du 4 juillet 2011 au 15 avril 2013 et chef de groupe, Marketing, Stratégies liées à l'entreprise et aux effectifs, Siège social, Groupe Banque TD du 1<sup>er</sup> novembre 2010 au 4 juillet 2011.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1<sup>er</sup> mai 2015, M. Hockey a été chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Gestion de patrimoine, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 1<sup>er</sup> mai 2015 et chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust du 3 octobre 2011 au 1<sup>er</sup> juillet 2013, et chef de groupe, Services bancaires canadiens et Financement auto TD, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust avant le 3 octobre 2011.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 15 avril 2013, M<sup>me</sup> Johnston a été chef de groupe, Finances et chef des finances, siège social, Groupe Banque TD.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de président du groupe et chef de la direction de la Banque le 1<sup>er</sup> novembre 2014, M. Masrani a été chef de l'exploitation de la Banque du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 31 octobre 2014 et, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013, il a été chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la Banque et président et chef de la direction de TD Bank US Holding Company et de TD Bank, N.A.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1<sup>er</sup> juillet 2013, M. Pedersen a été chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise, Groupe Banque TD du 4 juillet 2011 au 1<sup>er</sup> juillet 2013 et chef de groupe, Gestion de patrimoine, Canaux directs et services communs de l'entreprise, Groupe Banque TD du 1<sup>er</sup> novembre 2010 au 4 juillet 2011.

### **Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction**

À la connaissance de la Banque, en date du 31 octobre 2015, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Banque étaient collectivement propriétaires véritables, directement ou indirectement, au total, de 2 295 067 actions ordinaires de la Banque ou exerçaient un contrôle ou une emprise sur celles-ci, soit environ 0,12 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Banque.

### **Information supplémentaire relative aux administrateurs et membres de la haute direction**

Sauf tel qu'il est indiqué ci-dessous, à notre connaissance et après enquête raisonnable, la Banque confirme, en date du 2 décembre 2015, ce qui suit :

- i) aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque n'est, ni n'a été au cours des dix dernières années, administrateur ou dirigeant d'une société (y compris la Banque) qui :
  - a) a fait l'objet d'une ordonnance (y compris une interdiction d'opération ou une ordonnance similaire à une interdiction d'opération ou une ordonnance interdisant à la société de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs), qui a été émise pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances;

- b) fait l'objet d'une ordonnance qui été émise après que l'administrateur ou le membre de la haute direction a cessé d'occuper des fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et qui était le résultat d'un événement survenu pendant que cette personne agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances; ou
  - c) a, au cours de l'exercice suivant la cessation des fonctions de la personne, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens;
- ii) au cours des dix exercices précédant la date de la notice annuelle, aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou si un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens; et
  - iii) aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque ne s'est vu imposer d'amendes ou de sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité de réglementation en valeurs mobilières, ni n'a conclu une entente de règlement avec celle-ci, ni ne s'est vu imposer d'autres amendes ou sanctions par un tribunal ou un organisme de réglementation qui seraient susceptibles d'être considérées comme importantes par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

M. Mongeau était, avant le 10 août 2009, un administrateur de Nortel Networks Corporation et de Nortel Networks Limited, qui ont chacune introduit des procédures de protection contre leurs créanciers en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) le 14 janvier 2009. Certaines filiales des États-Unis ont volontairement déposé des requêtes aux États-Unis en vertu du Chapitre 11 de la législation des États-Unis intitulée *Bankruptcy Code*, et certaines filiales d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique ont déposé des requêtes correspondantes en Europe et au Moyen-Orient.

### **Politiques d'approbation préalable et honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires**

Le comité d'audit de la Banque a mis en œuvre une politique restreignant les services qui peuvent être fournis par l'auditeur externe indépendant nommé par les actionnaires. La politique donne à la direction des directives détaillées quant aux services précis qui sont admissibles à une préautorisation du comité d'audit. En vertu de la loi, l'auditeur nommé par les actionnaires ne peut pas fournir certains services à la Banque ou à ses filiales.

Conformément à la politique, le comité d'audit doit préapprouver une fois par année les types de services devant être rendus par l'auditeur nommé par les actionnaires ainsi que le montant maximum des honoraires pouvant être payés pour de tels services. La politique prévoit également que le comité d'audit recevra, une fois par trimestre, un rapport annuel cumulatif des honoraires payés ou payables à l'auditeur nommé par les actionnaires pour les services rendus, ainsi que les détails de quelque mandat proposé à des fins d'examen et, au besoin, de préautorisation, par le comité d'audit. Pour prendre sa décision concernant les services devant être rendus par l'auditeur nommé par les actionnaires, le comité d'audit tient compte du respect des exigences et des lignes directrices réglementaires et juridiques applicables ainsi que de la question de savoir si la prestation des services aurait une incidence négative sur l'indépendance de l'auditeur. Cela consiste notamment à examiner si la prestation des services amènerait l'auditeur à auditer son propre travail, à se poser comme défenseur des intérêts de la Banque ou à agir comme s'il était dirigeant de la Banque.



Les honoraires versés à Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., auditeur externe indépendant actuel nommé par les actionnaires de la Banque, pour les services fournis au cours des trois derniers exercices financiers sont présentés en détail dans le tableau qui suit.

(en milliers de dollars CA)	Honoraires versés à Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. <sup>1</sup>		
	2015	2014	2013
Honoraires d'audit <sup>2</sup>	22 242 \$	21 424 \$	19 649 \$
Honoraires pour services liés à l'audit <sup>3</sup>	2 570	2 004	2 445
Honoraires pour services fiscaux <sup>4</sup>	2 775	5 089	3 588
Autres honoraires <sup>5</sup>	852	609	403
<b>Total</b>	<b>28 439 \$</b>	<b>29 126 \$</b>	<b>26 085 \$</b>

**Nota :**

- Certains montants comparatifs ont été reclassés/redressés afin de se conformer à la présentation adoptée au cours de la période en cours.
- Les honoraires d'audit se rapportent aux services professionnels relatifs à l'audit des états financiers de la Banque et à l'audit de ses filiales, à d'autres services normalement offerts par l'auditeur nommé par les actionnaires en ce qui concerne les dépôts légaux auprès des autorités de réglementation ou les mandats prévus par la loi et à l'exécution de procédures précises à l'égard des exigences visant les intermédiaires qualifiés pour les rapports présentés à l'*Internal Revenue Service* des États-Unis.
- Les honoraires pour services liés à l'audit se rapportent aux services de certification et aux services connexes rendus par l'auditeur nommé par les actionnaires. Ces services comprennent : les audits des régimes d'avantages sociaux; les audits d'organismes de bienfaisance; les services d'audit de certaines structures d'accueil que la Banque administre; les consultations comptables et fiscales dans le cadre de fusions, d'acquisitions, de désinvestissements et de restructurations; les services d'attestation dans le cadre de fusions et d'acquisitions, notamment les procédures d'audit relatives au bilan d'ouverture et à la répartition du prix d'achat; les examens des contrôles d'application et des contrôles généraux; l'interprétation des normes comptables, des normes fiscales et des normes de présentation de l'information financière; les services d'attestation non exigés en vertu d'une loi ou d'une réglementation; la traduction d'états financiers et de rapports dans le cadre de l'audit ou de l'examen; et les services de conseils en technologie de l'information.
- Les honoraires pour services fiscaux se rapportent à : aux services de conseils et de planification généraux en matière de fiscalité dans le cadre de fusions, d'acquisitions et de structures de financement; aux publications fiscales sous forme électronique et sur papier; aux services de conseils et d'observation fiscales en matière d'impôt sur les bénéficiaires et d'impôt indirect; aux services relatifs au prix de transfert ainsi qu'aux questions relatives aux droits et aux douanes.
- Tous les autres honoraires se rapportent aux honoraires liés aux questions d'insolvabilité et de viabilité, limités aux cas où la Banque est participant minoritaire à un syndicat et n'est pas en mesure d'exercer une influence sur le choix ni d'arrêter le choix de la firme d'audit externe à utiliser. Dans ces cas, les services de l'auditeur nommé par les actionnaires sont retenus pour fournir de l'aide dans le cadre de revues des activités d'exploitation, de négociations avec les prêteurs, d'évaluations des plans d'affaires, de restructurations de la dette et de recouvrements des actifs. Entrent également dans cette catégorie les honoraires relatifs aux rapports qui traitent des procédures de contrôle des organismes de service, aux services fiscaux de fonds inscrits à la SEC, sous réserve des règles complexes sur les sociétés de placement de la SEC; aux bases de données aux fins de conformité fiscale; aux études de référence; aux services de conseils en matière de réglementation; ainsi qu'aux services d'amélioration du rendement et du fonctionnement.

## **POURSUITES ET MESURES RÉGLEMENTAIRES**

### **Poursuites**

Certaines poursuites auxquelles la Banque est partie sont plus amplement décrites sous la rubrique « Litiges » de la note 28 afférente aux états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 octobre 2015, laquelle note est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

### **Mesures réglementaires**

De temps à autre, dans le cours normal des affaires, la Banque et ses filiales se voient imposer des droits ou des amendes par des autorités en valeurs mobilières relativement à des questions d'ordre administratif, notamment des dépôts ou des déclarations en retard, qui peuvent être considérés comme des pénalités ou des sanctions conformément à la réglementation canadienne en valeurs mobilières mais qui sont, individuellement ou globalement, négligeables pour la Banque. En outre, la Banque et ses filiales sont assujetties à de nombreuses autorités en valeurs mobilières partout dans le monde et les frais, les pénalités administratives, les ententes de règlement et les sanctions peuvent être classées de façon différente par chaque agent responsable. Au cours du dernier exercice, Gestion privée TD Waterhouse Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») totalisant 5 000 \$, Services d'investissement TD Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif à la

CVMO totalisant 5 000 \$, Valeurs Mobilières TD Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif à la Bourse de Montréal totalisant 1 000 \$ et TD Waterhouse Canada Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif se rapportant à des dépôts tardifs à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières totalisant 5 600 \$ ainsi qu'une amende prévue par la réglementation de 10 000 \$ aux termes d'une entente de règlement (et 1 000 \$ pour les coûts) avec la Nova Scotia Securities Commission dans le cadre de la mise à la poste tardive de déclarations à un client.<sup>1</sup> En outre, trois filiales du segment Gestion de Patrimoine TD (Canada), soit TD Waterhouse Canada Inc., Gestion privée TD Waterhouse Inc. et Services d'investissement TD Inc., ont conclu une entente avec la CVMO et fait un paiement volontaire de 600 000 \$ (et 50 000 \$ pour les coûts) à la CVMO relativement à certains frais excédentaires imputés à des clients en raison de frais directs et indirects perçus en trop. Gestion de Patrimoine TD (Canada) a elle-même déclaré les frais excédentaires imputés à la CVMO et à d'autres autorités de réglementation et a versé plus de 13,5 millions de dollars pour indemniser les clients et les anciens clients visés par les surcharges.

## **MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES**

À notre connaissance, la Banque confirme qu'au 2 décembre 2015, aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque, ni aucune personne ayant des liens avec eux ou membre de leur groupe, n'a eu un intérêt important dans une opération au cours des trois derniers exercices terminés ou au cours de l'exercice en cours, qui a eu ou dont on pourrait s'attendre à ce qu'il ait une incidence importante sur la Banque.

## **AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES**

### **Agent des transferts**

Société de fiducie CST  
C.P. 700  
Succursale B  
Montréal (Québec)  
H3B 3K3

Téléphone : 416-682-3860 ou sans frais au 1-800-387-0825 (Canada et États-Unis seulement)  
Télécopieur : 1-888-249-6189  
Courriel : [inquiries@canstockta.com](mailto:inquiries@canstockta.com)  
Site Web : [www.canstockta.com](http://www.canstockta.com)

### **Co-agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres**

Computershare  
P.O. Box 30170  
College Station, Texas  
77842-3170

---

<sup>1</sup> Le *Règlement 14-101 sur les définitions* limite le sens de « législation en valeurs mobilières » à la législation provinciale et territoriale canadienne et « autorité en valeurs mobilières » aux autorités en valeurs mobilières provinciales et territoriales canadiennes.

ou

211 Quality Circle, Suite 210  
College Station, Texas 77845

Téléphone : 1-866-233-4836

ATS pour personnes malentendantes : 1-800-231-5469

Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578

ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610

Site Web : [www.computershare.com](http://www.computershare.com)

## **INTÉRÊTS DES EXPERTS**

Les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2015 déposés en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, dont certaines parties sont intégrées par renvoi à la présente notice annuelle, ont été audités par Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés, de Toronto (Ontario). EY est l'auditeur externe qui a préparé le *Rapport des auditeurs indépendants du cabinet d'experts-comptables inscrit aux actionnaires – Rapport sur le contrôle interne selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). EY est indépendante de la Banque au sens des règles de déontologie des Comptables professionnels agréés de l'Ontario et également des lois fédérales sur les valeurs mobilières des États-Unis et de leurs règles et règlements, y compris les règles sur l'indépendance que la Securities and Exchange Commission a adoptées aux termes de la loi intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002*, et conformément à la *Rule 3520* du *Public Company Accounting Oversight Board*.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Des renseignements supplémentaires concernant la banque figurent sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur EDGAR à l'adresse [www.sec.com](http://www.sec.com).

Des renseignements supplémentaires, notamment la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les prêts qui leur ont été consentis, le nom des principaux porteurs de titres de la Banque, les options d'achat de titres et l'intérêt des initiés dans des opérations importantes, dans chaque cas le cas échéant, sont contenus dans la circulaire de procuration de la direction de la Banque concernant sa dernière assemblée annuelle des actionnaires à laquelle il y a eu élection d'administrateurs. Des renseignements financiers supplémentaires sont fournis dans les états financiers comparatifs et le rapport de gestion de la Banque pour son dernier exercice financier terminé, soit, à la date des présentes, l'exercice terminé le 31 octobre 2015.

## Appendice A

### Liens intersociétés

La liste ci-après présente les filiales importantes détenues directement ou indirectement.

#### FILIALES IMPORTANTES<sup>1</sup>

(en millions de dollars canadiens)

			Au 31 octobre 2015
			Valeur comptable des actions détenues par la Banque
Amérique du Nord	Emplacement du siège social ou du bureau principal <sup>2</sup>	Description	
Meloche Monnex inc.	Montréal (Québec)	Société de portefeuille fournissant des services de gestion aux filiales	1 628 \$
Sécurité Nationale compagnie d'assurance	Montréal (Québec)	Compagnie d'assurance	
Primum compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	Compagnie d'assurance	
TD assurance directe inc.	Toronto (Ontario)	Compagnie d'assurance	
Compagnie d'assurances générales TD	Toronto (Ontario)	Compagnie d'assurance	
Compagnie d'assurance habitation et auto TD	Toronto (Ontario)	Compagnie d'assurance	
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto (Ontario)	Conseils en placement et gestion de portefeuille	595
Gestion privée TD Waterhouse Inc.	Toronto (Ontario)	Conseils en placement et gestion de portefeuille	
Financement auto TD (Canada) inc.	Toronto (Ontario)	Entité de financement automobile	1 757
Services de financement auto TD Inc.	Toronto (Ontario)	Entité de financement automobile	1 321
Financement d'équipement TD Canada Inc.	Oakville (Ontario)	Services financiers	8
Services de Financement TD Résidentiel Inc.	Toronto (Ontario)	Prêteur hypothécaire	45
Services de financement TD inc.	Toronto (Ontario)	Entité de services financiers	145
TD Group US Holdings LLC	Wilmington (Delaware)	Société de portefeuille	40 310
TD Bank US Holding Company	Cherry Hill (New Jersey)	Société de portefeuille	
Epoch Investment Partners, Inc.	New York (New York)	Conseils en placement et gestion de portefeuille	
TD Bank USA, National Association	Wilmington (Delaware)	Banque nationale américaine	
TD Bank, National Association	Wilmington (Delaware)	Banque nationale américaine	
TD Auto Finance LLC	Farmington Hills (Michigan)	Entité de financement automobile	
TD Equipment Finance, Inc.	Cherry Hill (New Jersey)	Services financiers	
TD Private Client Wealth LLC	New York (New York)	Courtier et conseiller en placement inscrit	
TD Wealth Management Services Inc.	Cherry Hill (New Jersey)	Agence d'assurance	
Services d'investissement TD Inc.	Toronto (Ontario)	Courtier en fonds communs de placement	25
TD, Compagnie d'assurance-vie	Toronto (Ontario)	Compagnie d'assurance	59
La Société d'hypothèques TD	Toronto (Ontario)	Société de prêt et de dépôt	11 632
La Société d'Hypothèques Pacifique TD	Vancouver (Colombie-Britannique)	Société de dépôt	
La Société Canada Trust	Toronto (Ontario)	Société de fiducie, de prêt et de dépôt	
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto (Ontario)	Courtier en valeurs mobilières et placements	1 728
TD Vermillion Holdings ULC	Calgary (Alberta)	Société de portefeuille	19 696
TD Financial International Ltd.	Hamilton (Bermudes)	Société de portefeuille	
TD Reinsurance (Barbados) Inc.	St. James (Barbade)	Société de réassurance	
Toronto Dominion International Inc.	St. James (Barbade)	Société de prêt intragroupe	
TD Waterhouse Canada Inc.	Toronto (Ontario)	Courtier en valeurs mobilières	2 056
TDAM USA Inc.	Wilmington (Delaware)	Conseils en placement et gestion de portefeuille	12
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	Société de portefeuille	2 408
TD Holdings II Inc.	New York (New York)	Société de portefeuille	
TD Securities (USA) LLC	New York (New York)	Courtier en valeurs mobilières	
Toronto Dominion (Texas) LLC	New York (New York)	Entité de services financiers	
Toronto Dominion (New York) LLC	New York (New York)	Entité de services financiers	
Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	Société de placement dans les petites entreprises	
<b>International</b>			
TD Bank International S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	Courtage direct international	49
TD Bank N.V.	Amsterdam (Pays-Bas)	Banque néerlandaise	678
TD Ireland	Dublin (Irlande)	Société de portefeuille	1 051
TD Global Finance	Dublin (Irlande)	Courtier en valeurs mobilières	
TD Luxembourg International Holdings	Luxembourg (Luxembourg)	Société de portefeuille	6 683
TD Ameritrade Holding Corporation <sup>3</sup>	Omaha (Nebraska)	Courtier en valeurs mobilières	
TD Wealth Holdings (UK) Limited	Leeds (Angleterre)	Société de portefeuille	219
TD Direct Investing (Europe) Limited	Leeds (Angleterre)	Courtier direct	
Thirdco II Limited	Leeds (Angleterre)	Société de portefeuille de placement	133
TD Asset Administration UK Limited	Leeds (Angleterre)	Courtier en valeurs mobilières étrangères	
Toronto Dominion Australia Limited	Sydney (Australie)	Courtier en valeurs mobilières	215
Toronto Dominion Investments B.V.	Londres (Angleterre)	Société de portefeuille	1 242
TD Bank Europe Limited	Londres (Angleterre)	Banque du Royaume-Uni	
Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited	Londres (Angleterre)	Société de portefeuille	
TD Securities Limited	Londres (Angleterre)	Courtier en valeurs mobilières	
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour (Singapour)	Banque commerciale	1 170

<sup>1</sup> À moins d'indication contraire, La Banque Toronto-Dominion détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % de l'entité et/ou 100 % des actions avec droit de vote et sans droit de vote émises et en circulation des entités énumérées.

<sup>2</sup> Chaque filiale est constituée en société ou structurée dans le pays où se situe son siège social ou son bureau principal, à l'exception de Toronto Dominion Investments B.V., une société constituée aux Pays-Bas dont le bureau principal est situé au Royaume-Uni.

<sup>3</sup> Au 31 octobre 2015, la participation indirecte comme présentée de la Banque s'établissait à 41,54 % (40,97 % au 31 octobre 2014) des actions en circulation de TD Ameritrade Holding Corporation. TD Luxembourg International Holdings et TD Ameritrade Holding Corporation, qu'elle détient, sont présentées en raison de l'importance de la participation de la Banque dans TD Ameritrade Holding Corporation.

## Appendice B

### CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION

~ ~ *Superviser la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Banque* ~ ~

#### **Principales responsabilités**

- assurer la présentation aux actionnaires d'une information financière claire, exacte et fiable;
- superviser l'efficacité des contrôles internes, y compris les contrôles internes à l'égard de l'information financière;
- être directement responsable de la sélection, de la rémunération, du maintien en poste de l'auditeur nommé par les actionnaires et de la supervision de son travail, celui-ci étant directement sous les ordres du comité;
- être à l'écoute de l'auditeur nommé par les actionnaires, de l'auditeur en chef, du chef de la conformité et du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et évaluer l'efficacité et l'indépendance de chacun;
- assurer l'établissement et le maintien de processus permettant à la Banque de respecter les lois et règlements qui la régissent, ainsi que ses propres politiques;
- agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales de la Banque qui sont des sociétés d'assurances et des institutions financières sous réglementation fédérale;
- recevoir les rapports et approuver, s'il y a lieu, certaines opérations entre personnes apparentées.

#### **L'indépendance est essentielle :**

- le comité est composé uniquement d'administrateurs indépendants;
- le comité se réunit régulièrement sans la présence de la direction;
- le comité a le pouvoir d'engager des conseillers indépendants, rémunérés par la Banque, pour l'aider à prendre les meilleures décisions possibles relativement à la présentation de l'information financière, aux conventions et pratiques comptables, aux pratiques de présentation de l'information et aux contrôles internes de la Banque.

## **Composition et indépendance, connaissances financières et pouvoirs**

Le comité est composé de membres du conseil d'administration dont le nombre est déterminé par le conseil, conformément aux règlements de la Banque ainsi qu'aux lois, aux règles et aux règlements applicables et à toute autre considération pertinente, sous réserve d'un minimum de trois administrateurs.

Aux fins de la présente charte, « Banque » désigne La Banque Toronto-Dominion dans son ensemble.

Aucun membre du comité n'est un dirigeant ou un dirigeant à la retraite de la Banque. Chaque membre du comité est indépendant de la Banque au sens des lois, des règles et des règlements applicables, y compris ceux qui s'appliquent particulièrement aux membres d'un comité d'audit, et de toute autre considération pertinente que détermine le conseil d'administration, y compris la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque. Aucun membre du comité ne peut siéger au comité d'audit de plus de trois sociétés ouvertes sans le consentement du comité de gouvernance et du conseil.

Les membres du comité sont nommés par le conseil et demeurent en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Un président est nommé par le conseil suivant la recommandation du comité de gouvernance, faute de quoi les membres du comité peuvent désigner un président par vote de la majorité. Le comité peut, à l'occasion, déléguer à son président certains des pouvoirs ou responsabilités qui lui sont confiés en vertu des présentes.

En plus des qualités énoncées dans la description de poste d'administrateur, tous les membres du comité doivent posséder des compétences financières ou avoir la volonté et la capacité d'acquérir rapidement les connaissances nécessaires. Par « compétences financières », on entend la capacité de lire et de comprendre des états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Banque. Au moins un membre du comité doit avoir une formation en comptabilité ou une expérience connexe en gestion financière, par exemple, toute expérience ou formation au cours de laquelle le membre a acquis un haut niveau de compétences financières, notamment toute expérience présente ou passée à titre d'auditeur, chef de la direction ou haut dirigeant ayant des responsabilités de supervision financière.

Pour s'acquitter des responsabilités énoncées dans la présente charte, le comité peut mener toute enquête nécessaire et interroger tout dirigeant, employé ou mandataire approprié de la Banque, y compris l'auditeur nommé par les actionnaires. Le comité d'audit peut obtenir des conseils ou de l'aide de conseillers externes, notamment des conseillers juridiques ou comptables, qu'il juge nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions, et peut retenir les services de tels conseillers indépendants ou externes et établir la rémunération qui leur sera versée par la Banque, à son gré, sans obtenir l'approbation du conseil.

Les membres du comité doivent approfondir leurs connaissances en finance, en comptabilité et dans d'autres domaines liés à leurs responsabilités en assistant à des séances de formation ou à tout autre type de perfectionnement.

### **Réunions**

Le comité se réunit au moins quatre fois par année ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent. Chaque trimestre, le comité rencontre l'auditeur nommé par les actionnaires et la direction afin d'examiner les états financiers de la Banque, conformément à la rubrique intitulée « Présentation de l'information financière » ci-dessous. Le comité réserve une partie de chaque réunion trimestrielle courante en vue d'une rencontre séparée avec le chef des finances, l'auditeur en chef, le chef de la conformité, le chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et l'auditeur nommé par les actionnaires, respectivement, et une partie doit être tenue sans la présence des membres de la direction et de l'auditeur nommé par les actionnaires. Un membre du comité peut demander au président qu'une réunion ou une partie d'une réunion du comité se déroule sans la présence de la direction. Le comité se réunit également avec le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (« BSIF ») pour examiner les résultats de l'examen du contrôle annuel de la Banque par le BSIF si le BSIF demande de se réunir avec le comité plutôt qu'avec l'ensemble du conseil.

Pour favoriser une communication ouverte entre ce comité et le comité du risque et lorsque le président du comité du risque n'est pas un membre de ce comité, celui-ci recevra un avis de convocation et participera sur invitation de ce comité, en tant qu'observateur sans droit de vote, à chaque réunion de ce comité et il recevra

la documentation relative à chacune de ces réunions. De plus, ce comité rencontre le comité du risque au moins deux fois par année pour discuter de sujets pertinents pour les deux comités.

Tous les administrateurs non membres de la direction qui ne sont pas des membres du comité ont reçu une invitation permanente pour assister aux réunions du comité mais ne peuvent pas y voter. De plus, le comité peut inviter à ses réunions un administrateur, un membre de la direction de la Banque ou les autres personnes qu'il juge appropriées pour s'acquitter de ses responsabilités. Le comité peut aussi exclure de ses réunions des personnes s'il juge opportun de le faire pour s'acquitter de ses responsabilités.

### ***Devoirs spécifiques***

#### *Présentation de l'information financière*

Le comité est chargé de superviser la présentation aux actionnaires d'une information financière fiable, exacte et claire, notamment en passant en revue et en analysant les états financiers annuels et intermédiaires de la Banque et le rapport de gestion et en passant en revue l'opinion de l'auditeur nommé par les actionnaires relativement aux états financiers annuels avant leur approbation et diffusion publique par la Banque, et en examinant, au besoin, les communiqués à caractère financier de la Banque portant sur de l'information non publique d'importance. Un tel examen des rapports financiers de la Banque doit comprendre, s'il y a lieu, mais au moins une fois par année, un entretien avec la direction et l'auditeur nommé par les actionnaires au sujet de questions importantes liées aux normes et méthodes comptables et aux estimations et opinions clés de la direction.

Le comité examine les communiqués de presse sur les résultats et s'assure que des procédés adéquats sont en place pour examiner la présentation de l'information financière de la Banque extraite ou tirée des états financiers de la Banque, autre que l'information contenue dans les états financiers annuels et intermédiaires et le rapport de gestion de la Banque, et doit évaluer périodiquement la pertinence de ces procédés.

#### *Processus de présentation de l'information financière*

Le comité seconde le conseil dans sa supervision du processus de présentation de l'information financière de la Banque, notamment en accomplissant les tâches suivantes :

- travailler avec la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et la Direction de l'audit interne pour s'assurer de l'intégrité des processus de présentation de l'information financière de la Banque;
- examiner le processus associé à l'attestation par le chef de la direction et le chef des finances de l'intégrité des états financiers trimestriels et annuels consolidés de la Banque et des autres renseignements dont la divulgation est exigée;
- prendre connaissance des principales conventions comptables de la Banque et examiner de façon suffisamment détaillée le fondement des estimations et des jugements importants, y compris les réserves actuarielles, les provisions pour perte sur prêts et les autres provisions liées à l'évaluation et aborder ces sujets avec la direction et/ou l'auditeur nommé par les actionnaires;
- rester au fait des tendances et des pratiques exemplaires en matière de présentation de l'information financière, notamment en s'informant sur les questions d'actualité, à mesure qu'elles surviennent, comme l'utilisation d'entités à détenteurs de droits variables et de structures d'accueil, et l'application de ces tendances et pratiques à la Banque;
- examiner, avec la direction et l'auditeur nommé par les actionnaires, les principaux principes et conventions comptables, ainsi que toutes les conventions et pratiques comptables essentielles utilisées et tout redressement important après l'audit;
- étudier et approuver, s'il y a lieu, les modifications importantes aux conventions de présentation de l'information comptable et financière de la Banque, telles qu'elles sont suggérées par la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires ou la Direction de l'audit interne;

- établir des systèmes de présentation régulière au comité par la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et la Direction de l'audit interne, au sujet des principales opinions exprimées dans le cadre de la préparation des états financiers par la direction, et de toute difficulté d'importance éprouvée pendant l'examen ou l'audit, y compris toute restriction relative à la portée du travail ou à l'accès aux renseignements nécessaires; et
- examiner les questions de fiscalité et de planification fiscale qui sont importantes pour les états financiers.

#### *Rôle du comité d'audit dans le processus de présentation de l'information financière*

L'auditeur nommé par les actionnaires est responsable de la planification et de l'exécution, conformément aux normes professionnelles, de l'audit des états financiers annuels de la Banque et de l'examen de l'information financière trimestrielle de la Banque. La direction de la Banque est responsable de la préparation, de la présentation et de l'intégrité des états financiers de la Banque, et de la mise en œuvre des principes et des conventions appropriés en matière de présentation de l'information comptable et financière ainsi que des contrôles et procédés internes conçus pour assurer le respect des normes comptables et des lois et règlements applicables. Le comité d'audit supervise le processus de présentation de l'information financière à la Banque et reçoit les rapports trimestriels relatifs au processus entrepris par la direction et aux résultats de l'examen de l'auditeur nommé par les actionnaires. Il n'appartient pas au comité d'audit de planifier ou d'effectuer les audits, ni de déterminer que les états financiers de la Banque sont complets, exacts et conformes aux Normes internationales d'information financière.

#### *Contrôles internes*

Le comité est chargé de superviser la mise en œuvre du cadre de contrôle interne et de surveiller son efficacité, en accomplissant notamment les tâches suivantes :

- examiner des rapports de la direction se rapportant à la mise en œuvre et au maintien d'un système et de procédés de contrôle interne suffisants et efficaces (notamment des contrôles liés à la prévention, à l'identification et à la détection d'actes frauduleux) qui sont conçus pour apporter une certitude à l'égard de certains aspects, notamment la présentation de l'information (relative aux finances, à l'exploitation, au risque), l'efficience et l'efficacité de l'exploitation et la protection des actifs, la surveillance de la conformité avec les lois, les règlements et les lignes directrices, ainsi que les politiques internes, y compris la conformité avec l'article 404 de la loi américaine intitulée Sarbanes-Oxley Act et les règles analogues des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;
- rencontrer la direction, l'auditeur en chef et l'auditeur nommé par les actionnaires pour évaluer la pertinence et l'efficacité des contrôles internes de la Banque, notamment les contrôles liés à la prévention, à l'identification et à la détection d'actes frauduleux;
- veiller à ce que soient en place des structures de gouvernance et des méthodes de contrôle suffisantes à l'égard de tous les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur aux fins de la présentation de l'information financière;
- recevoir les rapports du comité du risque qui sont jugés nécessaires ou souhaitables à l'égard de toute question liée aux procédés de contrôle interne évaluée par ce comité dans le cadre de l'exécution de ses responsabilités; et
- examiner l'information présentée par la Banque à ses actionnaires au sujet du contrôle interne relatif à la présentation de l'information financière.



### *Direction de l'audit interne*

Le comité supervise la Direction de l'audit interne de la Banque et tous les aspects de la fonction d'audit interne impartis à un tiers. Le comité doit s'assurer que la Direction de l'audit interne soit suffisamment indépendante pour s'acquitter de ses responsabilités. En outre, le comité doit :

- examiner et approuver le plan d'audit annuel, y compris le mode d'évaluation des risques ainsi que les modifications importantes qui y sont apportées et s'assurer que le plan soit approprié, qu'il tienne compte des risques et qu'il traite de l'ensemble des activités pertinentes et des risques importants sur un cycle mesurable;
- examiner et approuver le budget financier annuel et le plan des ressources et examiner les mises à jour périodiques;
- examiner et approuver les mandats de la Direction de l'audit interne et de l'auditeur en chef au moins une fois par année;
- confirmer la nomination et la révocation de l'auditeur en chef;
- évaluer au moins une fois par année l'efficacité et la justesse de l'exploitation de la Direction de l'audit interne;
- examiner les résultats du rapport indépendant sur l'examen d'assurance de la qualité de la division de l'audit interne qui est effectué tous les cinq ans;
- communiquer au moins une fois par année son opinion sur le rendement de l'auditeur en chef au chef de la direction à titre de commentaire dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- examiner les rapports courants préparés par l'auditeur en chef et les autres renseignements fournis pour s'acquitter de ses responsabilités de surveillance, y compris tous les renseignements qui figurent dans les lignes directrices des autorités de réglementation ainsi que la réponse de la direction et en discuter, et assurer le suivi des questions non résolues, s'il y a lieu, y compris examiner de façon proactive si des lacunes dans un secteur peuvent se retrouver dans d'autres secteurs;
- fournir une tribune permettant à l'auditeur en chef d'avoir un accès illimité au comité de soulever des questions liées à l'audit interne ou aux rapports qu'entretiennent la Direction de l'audit interne, la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et/ou les autorités de réglementation ainsi qu'à leur interaction; et
- examiner les rapports portant sur les lacunes relevées par les autorités de surveillance en ce qui a trait à la fonction d'audit interne, y compris de l'information visant à démontrer l'avancement des mesures de correction et de redressement nécessaires, prises par la direction, dans des délais raisonnables.

### *Supervision de l'auditeur nommé par les actionnaires*

Le comité est chargé d'examiner et d'évaluer chaque année le rendement, les qualifications, les compétences, les ressources (montant et type) et l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires et il doit recommander au conseil aux fins de recommandation aux actionnaires, la nomination de l'auditeur nommé par les actionnaires. Le comité est chargé d'approuver la rémunération de l'auditeur et il doit s'assurer que les honoraires d'audit soient proportionnels à l'étendue du travail pour garantir un audit de qualité. Le comité doit également faire des recommandations au conseil en ce qui concerne, s'il y a lieu, la révocation de l'auditeur nommé par les actionnaires. L'auditeur nommé par les actionnaires est tenu de rendre compte au comité et à l'ensemble du conseil, en tant que représentant des actionnaires, de son examen des états financiers et des contrôles de la Banque. De plus, le comité doit :

- examiner et approuver les plans d'audit annuels et les lettres de mission de l'auditeur nommé par les actionnaires et s'assurer que les plans sont appropriés, tiennent compte des risques et visent toutes les activités pertinentes sur un cycle mesurable;

- au moins une fois par année, passer en revue les procédés utilisés par l'auditeur nommé par les actionnaires pour assurer la qualité de ses services d'audit, notamment pour garantir son indépendance et relativement à toute question susceptible de nuire à la capacité du cabinet d'audit d'agir à titre d'auditeur nommé par les actionnaires;
- discuter des questions devant être communiquées au comité par l'auditeur nommé par les actionnaires, conformément aux normes établies par les Comptables professionnels agréés du Canada et le Public Company Accounting Oversight Board et aux exigences de la *Loi sur les banques* (Canada) et des autorités de réglementation de la Banque, y compris le BSIF, principale autorité de réglementation de la Banque, lorsque ces questions s'appliquent à la Banque;
- examiner avec l'auditeur nommé par les actionnaires toute question pouvant être soulevée par lui, y compris tout problème ou toute difficulté d'audit, comme des restrictions liées à ses activités d'audit ou à l'accès aux renseignements demandés, et les réponses de la direction;
- demander à la direction de prendre les mesures de redressement nécessaires pour donner suite en temps opportun aux conclusions et aux recommandations de l'auditeur nommé par les actionnaires;
- examiner avec l'auditeur nommé par les actionnaires les préoccupations, s'il en est, concernant la qualité des normes comptables de la Banque, et non seulement leur acceptabilité, telles qu'elles s'appliquent à sa présentation de l'information financière;
- fournir une tribune permettant à la direction et à l'auditeur interne et/ou à l'auditeur nommé par les actionnaires d'aborder des questions relatives à leurs relations ou à leur interaction. Si des différends concernant la présentation de l'information financière ne sont pas résolus, voir au règlement de ces différends entre la direction et l'auditeur interne et/ou l'auditeur nommé par les actionnaires;
- au moins une fois par année, examiner et évaluer les qualifications, le rendement et l'indépendance de l'associé principal de l'auditeur des actionnaires et, au besoin lors du changement de l'associé principal, obtenir la confirmation de l'auditeur nommé par les actionnaires qu'il respecte les exigences relatives aux qualifications des auditeurs conformément à la *Loi sur les banques* (Canada);
- au moins une fois tous les cinq ans, effectuer un examen approfondi de l'auditeur nommé par les actionnaires; et
- une fois par année, examiner le rapport public du Conseil canadien sur la reddition de comptes (CCRC) et en discuter avec l'auditeur nommé par les actionnaires et, au besoin, discuter des conclusions du CCRC spécifiques à l'examen de l'audit de la Banque.

#### *Indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires*

Le comité est chargé de surveiller et d'évaluer l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires par différents mécanismes, notamment en effectuant les tâches suivantes :

- examiner et approuver (ou recommander au conseil aux fins d'approbation) la durée des missions d'audit et les honoraires d'audit ainsi que les autres services pouvant légalement être fournis par l'auditeur nommé par les actionnaires pour la Banque, cette approbation devant être donnée spécifiquement ou aux termes d'une procédure de préapprobation adoptée par le comité;
- recevoir les rapports écrits officiels préparés au moins une fois par année par l'auditeur nommé par les actionnaires, confirmant l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires et décrivant les relations qui existent entre celui-ci et la Banque, conformément aux normes de conduite professionnelles établies par les instituts de comptables agréés provinciaux canadiens ou d'autres organismes de réglementation, s'il y a lieu;
- une fois par année ou plus fréquemment si cela est nécessaire, prendre connaissance et discuter avec le conseil et l'auditeur nommé par les actionnaires de tout service ou de tout lien existant entre l'auditeur nommé par les actionnaires et la Banque ou de tout facteur pouvant nuire à l'objectivité et à l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires;

- examiner, approuver et surveiller les politiques et les procédés relatifs à l'embauche d'associés ou d'employés actuels ou anciens de l'auditeur nommé par les actionnaires, conformément aux lois applicables; et
- examiner, approuver et surveiller les autres politiques et procédures mises en œuvre pour favoriser l'indépendance des auditeurs, comme les critères à respecter pour accorder le contrat de l'auditeur nommé par les actionnaires et la rotation des membres de l'équipe de mission d'audit, au besoin.

#### *Service des finances*

Le comité est chargé de superviser le service des finances de la Banque, notamment :

- examiner et approuver le mandat du service des finances et le mandat du chef des finances au moins une fois l'an;
- examiner et approuver au moins une fois l'an, le plan budgétaire et des ressources du service des finances, notamment recevoir de la direction des rapports portant sur la suffisance des ressources;
- évaluer annuellement l'efficacité du service des finances;
- examiner les résultats d'un examen indépendant de l'efficacité du service des finances réalisé par un tiers tous les cinq ans;
- communiquer chaque année au chef de la direction son avis quant au rendement du chef des finances dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- confirmer la nomination et la révocation du chef des finances; et
- offrir au chef des finances une tribune lui permettant d'avoir un accès illimité au comité pour soulever des questions relatives à la présentation de l'information financière ou des questions se rapportant aux relations et à l'interaction qui existent entre le service des finances, la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et/ou les organismes de réglementation.

#### *Examen et opérations entre personnes apparentées*

Le comité est responsable de l'examen et de la supervision des opérations entre personnes apparentées, y compris s'assurer que la direction met en place des procédés et des pratiques en matière de révision et d'opérations entre personnes apparentées, conformément à la *Loi sur les banques* (Canada), à la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada), à la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et aux Normes internationales d'information financière (plus précisément, IAS 24 – Information relative aux parties liées), et vérifier, à l'occasion, l'observation et l'efficacité de ces procédés et pratiques.

#### *Conduite des affaires et éthique*

Le comité doit superviser le respect des politiques relatives à l'éthique et à la conduite des affaires, notamment la Politique en matière de traitement des plaintes et de communication de l'information à la clientèle, sa Politique anticorruption et son Code de conduite et d'éthique professionnelle, ainsi que les procédés en matière de conflits d'intérêts énoncés dans ce code, et doit notamment approuver, le cas échéant, toute dispense de l'application du Code de conduite et d'éthique professionnelle de la Banque dont pourra bénéficier un administrateur ou un membre de la haute direction de la Banque.

#### *Observation des lois*

Le comité est chargé de superviser l'établissement et la mise en œuvre de processus et de politiques qui assurent l'observation des lois et des règlements qui régissent la Banque, de même que ses propres politiques, en accomplissant notamment les tâches suivantes :

- s'assurer, de concert avec la direction, que la Banque respecte les exigences réglementaires, et les procédés de gestion de la conformité réglementaire;

- mettre en œuvre des procédés conformes aux exigences réglementaires applicables, à l'égard de la réception, de la conservation et du traitement des plaintes reçues par la Banque à l'égard de questions liées à la comptabilité, aux contrôles comptables internes ou à l'audit, et recevoir les rapports relatifs à ces plaintes et à ces soumissions, conformément à la politique applicable;
- examiner un rapport annuel préparé par le chef de la gestion des risques concernant les examens de la Banque effectués par le BSIF, et assurer auprès de la direction le suivi de l'état des recommandations et des suggestions, le cas échéant; et
- passer en revue les avis professionnels et les modifications apportées aux principales exigences réglementaires relatives aux normes comptables, dans la mesure où elles s'appliquent au processus de présentation de l'information financière de la Banque.

#### *Service de la conformité*

Le comité supervise le service de la conformité de la Banque et l'exécution de son mandat et il s'assure que le service de la conformité soit suffisamment indépendant pour s'acquitter de ses responsabilités. En outre, le comité doit faire ce qui suit :

- examiner et approuver son plan annuel, y compris son budget et ses ressources, ainsi que les modifications importantes apportées à celui-ci et/ou à sa méthodologie;
- examiner et approuver chaque année le mandat du service de la conformité et du chef de la conformité;
- évaluer au moins une fois l'an l'efficacité du service de la conformité;
- examiner les résultats d'un examen indépendant de l'efficacité du service de la conformité réalisé par un tiers tous les cinq ans;
- confirmer la nomination et la révocation du chef de la conformité;
- communiquer chaque année au chef de la direction son avis quant au rendement du chef de la conformité dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- examiner régulièrement les rapports préparés par le chef de la conformité à l'intention du comité d'audit et en discuter et assurer le suivi de toute question non résolue, y compris examiner de façon proactive si des lacunes dans un secteur peuvent se retrouver dans d'autres secteurs; et
- fournir une tribune permettant au chef de la conformité d'avoir un accès illimité au comité pour soulever des questions liées à la conformité ou aux rapports qu'entretiennent le service de la conformité, la direction et/ou les autorités de réglementation, ainsi que leur interaction.

#### *Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes*

Le comité effectue la surveillance et le suivi de la mise en œuvre, du maintien et de l'efficacité soutenue du programme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes (LBA/FAT) qui vise à faire en sorte que la Banque se conforme aux lois et règlements qui s'appliquent à elle ainsi qu'à ses propres politiques, notamment :

- examiner avec la direction la conformité de la Banque avec les exigences des organismes de réglementation applicables;
- examiner un rapport annuel du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent concernant l'évaluation de l'efficacité du programme LBA, et effectuer un suivi avec la direction de l'état des recommandations et des suggestions, s'il y a lieu; et

- examiner un rapport annuel de l'auditeur en chef concernant les résultats de la vérification de l'efficacité du programme LBA, et faire un suivi avec la direction de la situation des recommandations et suggestions, s'il y a lieu.

#### *Service de lutte mondiale contre le blanchiment d'argent*

Le comité supervise le service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent de la Banque et la réalisation de son mandat, et il veille à ce que le service de lutte mondiale contre le blanchiment d'argent soit suffisamment indépendant pour s'acquitter de ses responsabilités. La supervision et la surveillance seront effectuées de la manière suivante :

- examiner et approuver le plan annuel du service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent, y compris son budget et ses ressources, et toute modification importante touchant le plan annuel;
- examiner et approuver le programme LBA/FAT, sa conception et toutes les politiques importantes de LBA/FAT, y compris la politique relative aux sanctions internationales de TD;
- au moins une fois l'an, évaluer l'efficacité de la fonction de LBA/FAT;
- examiner les résultats d'un examen indépendant portant sur l'efficacité du service LBA effectué par un tiers tous les cinq ans;
- examiner et approuver annuellement le mandat du service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et le mandat du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- confirmer la nomination et la révocation du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- communiquer annuellement au chef de la direction, dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération, son avis quant au rendement du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- examiner régulièrement les rapports préparés par le chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent destinés au comité d'audit et portant sur la conception et le déroulement des programmes LBA/FAT, la suffisance des ressources (humaines, informatiques, budgétaires), et toute recommandation à cet égard et en discuter, et effectuer un suivi des enjeux en cours, y compris examiner de façon proactive si des lacunes dans un secteur peuvent se retrouver dans d'autres secteurs; et
- offrir une tribune au chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent lui permettant d'avoir un accès illimité au comité pour soulever toute question de conformité se rapportant aux relations et interactions entre le service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent, la direction et/ou les organismes de réglementation.

#### *Généralités*

Le comité assume également les tâches et responsabilités générales suivantes :

- agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales canadiennes de la Banque qui sont des sociétés d'assurance et des institutions financières sous réglementation fédérale, y compris rencontrer au moins une fois par année, sans la présence de la direction, les actuaires nommés des filiales de la Banque qui sont des sociétés d'assurance sous réglementation fédérale;
- mettre en place une marche à suivre conformément aux exigences des organismes de réglementation aux fins de la communication confidentielle et anonyme des préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit, et recevoir des rapports sur ces plaintes et communications comme l'exige la politique applicable;

- examiner avec le chef des services juridiques de la Banque toute question de nature juridique découlant de litiges, de réclamations ou de non-conformité à la réglementation, qui pourrait avoir un effet important sur la situation financière de la Banque;
- s'acquitter de toute autre fonction ou tâche qui incombe à un comité d'audit et à un comité de révision, conformément aux exigences réglementaires, ou qui est déléguée par le conseil;
- une fois par année, diriger une autoévaluation permettant au comité d'évaluer son apport et son efficacité quant à la façon de s'acquitter de son mandat;
- revoir et évaluer la pertinence de la présente charte au moins une fois l'an et soumettre la présente charte au comité de gouvernance pour qu'il l'examine et en recommande l'approbation au conseil;
- tenir des procès-verbaux ou d'autres rapports des réunions et des activités du comité; et
- faire rapport au conseil sur les questions importantes soulevées lors des réunions du comité d'audit après chaque réunion du comité et, s'il y a lieu, faire également au comité du risque un compte rendu des questions le concernant.

Publié en octobre 2015